



IL VEUT DÉVELOPPER DAVANTAGE SON ACTIVITÉ EN ALGÉRIE

Le français Castel rachète la verrerie Alver

P.16



ELLE N'A PAS PRODUIT DES SOLUTIONS INNOVANTES PERMETTANT DES PROGRÈS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

« La recherche scientifique n'a pas joué son rôle dans le développement »

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 22 JANVIER 2023 // N°477 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

PLUSIEURS DOSSIERS, DONT CELUI DES MIGRANTS, SERONT MIS SUR LA TABLE

La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, aujourd'hui à Alger

Lire en page 3



CHAN 2023

FOOT/CHAN-2022 (G^R.E./2^E J.)
CONGO-NIGER (0-0)

Les Congolais éliminés, les Nigériens toujours "en vie"

P. 11



Règlement pour départager les équipes se trouvant à égalité de points

P. 11



IL RÉSERVE UN ACCUEIL PARTICULIER AUX SPORTIFS ET DÉLÉGATIONS PARTICIPANT AU CHAN 2022

Le TRO au rythme du CHAN

P. 11

POUR QUE LES FONDS THÉSAURISÉS SOIENT DÉPOSÉS DANS LES BANQUES

Tebboune lance «un dernier appel»

P.3



UN MONDE « FRAGILISÉ » TENTERA DE METTRE UN TERME À LA GUERRE EN UKRAINE « QUOI QU'IL EN COÛTE »

Transformations au Machrek, statu quo au Maghreb : pourquoi ?

P.3

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE AUX WALIS ET AUX ÉLUS LOCAUX :

« Osez et créez de la richesse ! »

P.3

ELLES ONT VU LEURS CHIFFRES D'AFFAIRES PROGRESSER

Les entreprises publiques économiques reprennent des couleurs

P.6





2^E LEGAL BUSINESS FORUM & AWARDS MARDI À ALGER

La seconde édition du Forum des affaires juridiques en Afrique (Legal Business Forum & Awards) aura lieu les 24 et 25 janvier courant à Alger, avec la participation de plusieurs délégations d'experts juridiques, de bâtonniers et décideurs économiques venus de pays africains, ont annoncé samedi les organisateurs.

Cet événement, organisé au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC), par la start-up algérienne "Legal Doctrine", en partenariat avec le Barreau d'Alger, est placé sous le haut patronage des ministres de la Poste et des Télécommunications, de l'Industrie, et de l'Industrie Pharmaceutique, est-il précisé



dans un communiqué. Ce forum portera sur le thème "des grandes tendances juridiques 2023" et permettra aux leaders juridiques et économiques d'aborder les grands débats pour les économies africaines et mettra en lumière le rôle

moteur du secteur juridique dans le développement du continent africain, a ajouté le communiqué soulignant que "le nouveau cadre juridique de l'investissement en Algérie sera à l'honneur".

L'ÉLYSÉE RÉPOND À LA CAMPAGNE D'HOSTILITÉ CONTRE SA PRÉSENCE EN AFRIQUE

« CE SONT LES PROPAGANDISTES RUSSES QUI SONT À LA MANŒUVRE ! »

Depuis des mois, la présence de la France est violemment contestée dans toute l'Afrique. La présence militaire française est montrée du doigt là où elle se pose. Depuis la fin du mois de décembre, des clips animés mettent violemment en scène sur les réseaux sociaux le rejet de la France en Afrique de l'Ouest. Ces productions haineuses sont

DES NUAGES AUX FORMES SPECTACULAIRES OBSERVÉS EN TURQUIE

À Bursa, en Turquie, les habitants ont eu la chance d'observer un drôle de nuage jeudi 19 janvier. Une forme originale qui a nourri bien des imaginations. En levant les yeux au ciel, ils ont pu observer un nuage à la forme assez inhabituelle, magnifié par des teintes d'orange grâce à la lumière

attribuées à la Russie par Paris, qui tente de réagir. Si les clips existent depuis quelques semaines, la France n'a pas dit pourquoi les gouvernements officiels de plusieurs pays africains, et qui n'ont rien à regarder sur les réseaux sociaux, désignent la responsabilité de la France comme un Etat agresseur et manipulateur.

du soleil de la fin de journée, a rapporté Actu Orange. Les scientifiques qualifient ce phénomène de nuage lentillaire. "Ces nuages ont une forme très particulière, ressemblant à des lentilles ou à des soucoupes volantes, expliquait déjà Météo-France en 2020. Ils apparaissent lorsque le vent souffle fort en altitude, dans une atmosphère humide". A voir ici : https://www.youtube.com/watch?v=EcuLD_9C_GI&embeds_euri=https%3A%2F%2Fwww.echoroukonline.com%2F&feature=emb_imp_woyt

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

LA FACTURE D'IMPORTATION RÉDUITE DE 40% EN 2022

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a fait état, jeudi à Alger, de la régulation des importations pharmaceutiques nationales et de la réduction de la facture d'importation de 40% en 2022 par rapport à 2019, pour atteindre 1,2 Mds Usd alors qu'elle s'élevait à près de 2 mds usd, selon l'agence officielle.

Dans son intervention sur les principales réalisations du secteur lors des travaux de la rencontre Gouvernement-Walis, M. Aoun a fait savoir que la facture d'importation en 2022 avait atteint 1,2 md usd, contre près de 2 mds usd en 2019, ce qui a



permis d'économiser 800 millions usd, soulignant que le budget alloué à la gestion du ministère était de 250 millions Da, soit 2 millions usd seulement,

avec pas plus de 100 travailleurs, ce qui permet au ministère de l'Industrie pharmaceutique d'être « un investissement rentable pour l'Etat ».

BRAHIM GHALI RECONDUIT À LA TÊTE DU FRONT POLISARIO

Brahim Ghali a été reconduit dans ses fonctions à la tête du Secrétariat général du Front Polisario pour les trois prochaines années.

Le Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a été reconduit dans ses fonctions pour un nouveau mandat de trois ans à l'issue du vote

qui a eu lieu vendredi, selon la commission électorale du 16^e congrès du Front populaire de libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario).

Ghali a obtenu 1 253 voix, soit 69% des voix exprimées et 1 870 voix sur les 2 097 votants, contre 563 voix pour El

Bachir Mustapha Essayed, soit 31% des voix exprimées, a-t-on ajouté.

Au terme de l'opération, la Commission a annoncé l'ouverture des candidatures pour l'élection des membres du Secrétariat national sahraoui, selon la même source

LA FRANCE, DE PLUS EN PLUS MAL EN AFRIQUE

MANIFESTATION À OUAGADOUGOU CONTRE LA FRANCE

Plusieurs centaines de manifestants sont descendus, vendredi, dans les rues de Ouagadougou pour exiger le départ de l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Luc Hallade, et le démantèlement de la force militaire française « Sabre » (le contingent des forces spéciales françaises, ndlr) basée dans la périphérie nord de la capitale burkinabè. Ces manifestants, qui ont répondu à l'appel du collectif des leaders panafricains

(CLP) regroupant plusieurs organisations de la société civile burkinabè, disent réclamer le départ du diplomate français et de l'armée française au Burkina Faso.

En effet, depuis le 20 décembre dernier, le Burkina Faso affirme « ne plus avoir confiance en l'ambassadeur de France Luc Hallade » et réclame aux autorités françaises, son remplacement (lire p. Maghreb-Sahel).

MOSCOU PROMET DES MESURES DE "RÉTORSION" CONTRE LES MÉDIAS FRANÇAIS

Moscou a promis samedi de prendre des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie, après que les comptes bancaires de Russia Today (RT) France, branche française de la chaîne russe RT qui est suspendue dans l'UE, ont été gelés. Quelque 100 salariés et environ une cinquantaine de journalistes de RT France basculeraient probablement

dans le chômage. "Le gel des comptes de RT France entraînera des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie. Elles resteront dans les mémoires si les autorités françaises ne cessent pas de terroriser les journalistes russes", a averti une source au sein de la diplomatie russe, citée par les agences de presse russes Ria Novosti et

Tass, selon France 24. Vendredi, les syndicats de RT France avaient dénoncé le gel des comptes de la chaîne en France. Interrogé par l'AFP, le ministère français de l'Economie a répliqué que les avoirs de la chaîne avaient été gelés en application des sanctions européennes les plus récentes et non à l'initiative directe de l'Etat français

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19

Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



UN MONDE « FRAGILISÉ » TENTERA DE METTRE UN TERME À LA GUERRE EN UKRAÏNE « QUOI QU'IL EN COÛTE »

Transformations au Machrek, statu quo au Maghreb: pourquoi ?

Nous avons déjà dit dans un précédent article que l'année 2023 serait décisive. Pour toute la planète. Car la guerre en Ukraine aura trop duré. Au préjudice de tous.

Pour l'Europe d'abord, fragilisée par une guerre en Ukraine qui s'éternise et s'internationalise. On le voit aujourd'hui en France, qui joue presque sa survie en 2023 tant le retour de flamme aura été insidieux et dévastateur pour elle. L'Allemagne, qui a tôt compris les enjeux et les conséquences qui en découleraient, essaye de faire cavalier seul et lorgne du côté de la Chine, observée comme l'avenir.

L'Ukraine, malgré toutes les aides occidentales, est en train de se faire hara-kiri, sous l'œil hypocrite de ses maîtres de l'heure.

La Russie, qui, paradoxalement, engrange beaucoup de bénéfices financiers de cette guerre, commence à ressentir les effets d'une guerre d'usure qui la laisserait sur le carreau. Le changement du chef militaire en dit long sur ses appréhensions du moment. Le général Valéri Guerassimov, 67 ans, a été nommé commandant du groupement combiné de troupes déployées en Ukraine. La manière dont a été révoqué Sergueï Sourovikine renseigne sur la volonté du Kremlin d'en finir le plus tôt possible avec Zelensky, « quoi qu'il en coûterait ».

Les Etats-Unis également ressentent l'expansion et la propagation des effets de cette guerre comme une défaite, puisque la Russie s'en ressent faiblement, du moins pour le moment, et parce que c'est l'Ukraine, et, par voie de conséquence, l'Europe occidentale qui sont en train



d'être mis à terre. Tout cela conduit à une réactivation de plusieurs processus et menées de sous-sol pour désengorger les intérêts des uns ou des autres. Ainsi, au Moyen-Orient, les choses s'activent. A Abu Dhabi, le sommet arabe restreint s'est penché sur les défis d'ordre régional et international et les dirigeants des Émirats, de l'Égypte, du Qatar, du Bahreïn, de la Jordanie et du Sultanat d'Oman y ont participé. Sur la non-participation de l'Arabie saoudite et du Koweït, rien n'a filtré.

On sait, à l'inverse, que cette réunion intervient au lendemain de la tenue d'un sommet tripartite sur la question palestinienne entre le président égyptien Abdel Fattah El-Sissi, son homologue palestinien Mahmoud Abbas et le roi Abdallah II de Jordanie, au

cours duquel ils ont appelé Israël à mettre fin à ses actions "illégalles" contre les Palestiniens, la mosquée Al-Aqsa et les Lieux saints de Jérusalem. Le lendemain de ce mini-sommet, l'Arabie saoudite signifiait au conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, qu'elle ne normaliserait pas ses relations avec Israël sans l'établissement d'un État palestinien. Américains et israéliens en appellent à l'Arabie saoudite, d'« élargir » les accords d'Abraham, lesquels ont officialisé les relations entre Israël et plusieurs pays arabes. La réponse n'a pas tardé : « Une vraie normalisation et une vraie stabilité ne viendront que si on donne aux Palestiniens de l'espoir et de la dignité, ce qui nécessite qu'on leur donne un État », a déclaré Fayçal ben Farhane,

chef de la diplomatie saoudienne, dans une vidéo publiée sur Twitter vendredi. A garder en ligne de compte aussi, la volonté de mettre, tôt ou tard, l'Iran « hors circuit ». Reste à trouver juste la parade pour ce faire. Si on déplace le curseur au Maghreb, après avoir vu ce que donnait le Machrek, l'on constate que le statu quo est recherché par les puissances. Ni la Libye ni encore moins le Sahara occidental ne bénéficient de la priorité dans l'agenda international. Au contraire, la visite du patron de la CIA à Tripoli, puis à Benghazi, où il a rencontré tour à tour Dbeibeh et Haftar, est une forme de reconnaissance au maréchal libyen, donc à un pouvoir bicéphale, donc, finalement, à un statu quo d'où il sera difficile de sortir indemne. **Oukaci Fayçal**

PLUSIEURS DOSSIERS, DONT CELUI DES MIGRANTS, SERONT SUR LA TABLE

LA PREMIÈRE MINISTRE ITALIENNE, GIORGIA MELONI, AUJOURD'HUI À ALGER

La présidente du Conseil des ministres d'Italie, Giorgia Meloni, sera en visite de deux jours en Algérie à partir d'aujourd'hui. Plusieurs dossiers seront mis sur la table des négociations, dont celui des migrants, un dossier qui génère à l'Italie beaucoup de tracasseries vis-à-vis de ses pairs européens. Dans le même temps, l'Italie tentera de renforcer sa sécurité énergétique et de chercher des alternatives aux approvisionnements à l'ombre de la guerre en Ukraine. L'Algérie est une source de gaz de plus en plus importante pour la troisième économie de l'Union européenne. Récemment, Claudio Descalzi, directeur général d'Eni SpA, a déclaré que « l'Italie aura suffisamment de gaz pour passer l'hiver 2023-24 sans interruption si elle peut augmenter les importations en provenance d'Algérie ». Il avait précédemment déclaré que l'Algérie fournirait 38% des besoins en gaz de l'Italie cette année, autant que la Russie l'a fait avant de couper les flux vers l'Europe en représailles contre les sanctions de guerre. Avant l'invasion, l'Algérie était le plus grand fournisseur de gaz d'Europe après la Russie et la Norvège. Notre pays envoie à la fois du gaz naturel liquéfié et des flux canalisés vers le continent. Le prédécesseur de Meloni, Mario Draghi, a travaillé l'année dernière pour améliorer les relations avec l'Algérie et d'autres producteurs d'énergie africains comme l'Égypte. Il s'est rendu deux fois à Alger et a signé un accord en vertu duquel le gouvernement algérien a déclaré qu'il augmenterait de 50 % ses exportations de gaz vers l'Italie. Cette visite intervient également dans un contexte de fragilisation de l'Europe par le biais de la guerre en Ukraine, et de ce fait, les divergences qui ont éclaté entre Paris et Rome, sur beaucoup de sujets, trouveront aussi un autre espace de divergences dans la région Maghreb.

I. M.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE AUX WALIS ET AUX ÉLUS LOCAUX :

« OSEZ ET CRÉEZ DE LA RICHESSE ! »

En donnant les pleins pouvoirs aux collectivités locales, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, veut en priorité renforcer le rôle des walis et des élus locaux, en matière de développement économique. Désormais, ces collectivités locales seront les chefs de file du développement économique du pays. En 2022, de nombreuses wilayas ont amélioré leurs performances économiques. C'est prometteur pour l'année 2023, qui verra les wilayas monter en puissance en matière de développement économique. Le président de la République a exhorté les walis à faire preuve d'imagination et surtout de souplesse pour s'adapter à la nouvelle feuille de route. La décision du président de la République de donner les pleins pouvoirs aux walis a été saluée par tous. Le chef de l'Etat a sonné le glas d'une organisation centralisée qui a montré ses limites. Les responsables locaux seront évalués sur leurs performances économiques. Le nombre d'entreprises créées et le nombre de nouveaux emplois pèseront lourdement fin 2023 dans l'évaluation

I.M.Amine

ELLE N'A PAS PRODUIT DES SOLUTIONS INNOVANTES PERMETTANT DES PROGRÈS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

« La recherche scientifique n'a pas joué son rôle dans le développement »

Le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, Mohamed Tahar Abadlia, a déclaré hier, que la recherche scientifique en Algérie n'a pas joué son rôle dans le développement en produisant des solutions innovantes permettant des progrès économiques, sociaux et culturels. Dans un discours qu'il a prononcé lors de la deuxième assemblée générale du Conseil, Abadlia a souligné que malgré l'énorme potentiel humain, la recherche universitaire restait cantonnée au rôle de formation et n'évoluait pas vers plus d'innovation, ajoutant : « Il est également possible de souligner la faiblesse de la recherche développementale dans le domaine des sciences de la vie, en particulier dans les domaines des sciences médicales et d'autres

domaines pertinents. Abadlia a précisé que le Conseil est un nouvel organe consultatif constitutionnel pour compléter le renforcement institutionnel du système scientifique en Algérie, déclarant : "Notre conseil est chargé de définir les grandes orientations de la politique nationale de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation".

Il a ajouté : « Le soutien du Président de la République, qui a fait de la recherche scientifique une priorité nationale, et l'ambition des élites nationales d'intensifier l'application de la science et de la technologie au service du développement durable, garantissent la mise en œuvre d'une stratégie basée sur la programmation, la coordination et l'évaluation des programmes de recherche

scientifique et d'innovation. Concernant l'adhésion de l'Algérie au groupe des "BRICS", le patron du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies a appelé à redoubler d'efforts pour développer la recherche afin de réhabiliter son économie et rejoindre ce groupe.

Il a poursuivi : « Nous sommes déterminés à construire une nation plus forte dans l'attente du progrès économique et social, et cela réside dans la mobilisation globale des ressources en matière de gouvernance et d'innovation, et nous ne pouvons y parvenir que par une mobilisation globale des ressources allouées à la recherche et à l'innovation et une meilleure gouvernance pour ce secteur stratégique ».

POLITIQUES PUBLIQUES ET RELANCE ÉCONOMIQUE

Des indicateurs des performances mis en lumière

Le Premier ministre a invité les walis à prendre l'initiative au niveau local pour contribuer à la relance d'une dynamique économique globale au niveau national, tout en mettant l'accent sur l'importance de "se fédérer autour d'une vision intégrée et cohérente pour s'adapter aux données résultant des objectifs du développement durable (ODD)..."



Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, jeudi dernier, que la rencontre gouvernement-walis, tenue au Palais des Nations (Alger), a permis de mettre en lumière certains indicateurs des performances, tant au niveau central que local, et de montrer les résultats positifs - réalisés pour pallier les lacunes enregistrées - à même de répondre aux besoins des citoyens. Cette rencontre est devenue "une tradition qui permet au gouvernement de s'enquérir de la mise en œuvre des différentes politiques publiques lancées et évaluées par lui-même aux côtés des walis qui sont concernés par leur concrétisation sur le terrain", a fait savoir M. Benabderrahmane dans une allocution prononcée lors de la séance de clôture des travaux de la rencontre gouvernement-walis. Le Premier ministre a également rappelé les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'ouverture de la rencontre gouvernement-walis en septembre dernier, dans lesquelles il avait insisté sur l'impératif de mettre en place une nouvelle approche pour placer le développement local au cœur de la politique économique du pays, en traçant les objectifs et en œuvrant à leur réalisation. Estimant que "la

rencontre d'aujourd'hui nous a permis de mettre en lumière certains indicateurs à tous les niveaux, tant sur le plan central que local", M. Benabderrahmane a ajouté : "En effet, en écoutant certaines interventions de ministres et de walis, nous pouvons conclure de manière générale que certains résultats positifs ont été réalisés en ce qui concerne le volet relatif au rattrapage des lacunes enregistrées en matière de satisfaction des besoins essentiels des citoyens, à l'instar de la prise en charge des habitants des zones d'ombre". Au volet économique, M. Benabderrahmane a invité les walis à prendre l'initiative au niveau local pour contribuer à la relance d'une dynamique économique globale au niveau national. Il a également mis l'accent sur l'importance de "se fédérer autour d'une vision intégrée et cohérente pour s'adapter aux données résultant des objectifs du développement durable (ODD), tout en adaptant l'agenda des programmes de dévelop-

pement à leurs exigences". Concernant les défis liés à la sécurité alimentaire, le Premier ministre a rappelé que "le Président Tebboune n'a eu de cesse d'insister pour que ces défis soient au cœur des préoccupations des responsables à tous les plans, particulièrement au niveau des collectivités locales". Il a rappelé dans ce sens "le lancement du programme de réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer portant dans une première étape sur la réalisation de cinq grandes stations de dessalement d'une capacité de 300.000 m³/jour actuellement en cours de réalisation, en sus de l'adoption d'une approche pratique en matière d'exploitation rationnelle des eaux souterraines". Pour ce qui est de la sécurité énergétique, le Premier ministre a insisté sur l'importance "d'intensifier les efforts et d'œuvrer pour le changement des modes de production et de consommation de l'énergie avec l'adoption d'un processus effec-

tif garantissant le transfert progressif vers un mix énergétique durable et équilibré". M. Benabderrahmane a, dans ce sens, exhorté les walis à élaborer des rapports mensuels sur le remplacement énergétique au niveau des collectivités locales, en donnant des recommandations pour l'orientation vers des projets de l'énergie solaire en prévision de la dotation des sièges des communes et des wilayas en énergie". Le Premier ministre a affirmé, en outre, la nécessité "d'accompagner les communes et de les faire profiter des différentes expériences techniques et scientifiques pour leur permettre de s'adapter aux nouveaux mécanismes que l'Etat s'attelle à renforcer à travers le recours inévitable à l'utilisation des technologies modernes, outils incontournables pour le développement local". De son côté, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a souligné que la rencontre gouvernement-walis

a été riche en orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a apporté tout le soutien aux walis de la République, pour renforcer leur rôle sur le terrain. Dans son allocution, en marge de la clôture de cette rencontre, M. Merad a estimé que la réunion placée sous le thème "Développement local : évaluation et perspectives", était une autre occasion de souligner tout l'appui et le soutien accordés aux walis par le président de la République pour renforcer leur rôle sur le terrain. "Le wali est appelé à trouver les moyens de créer de la richesse dans sa wilaya et de valoriser ses potentialités", a-t-il indiqué, ajoutant que "cette rencontre est en soi une rencontre d'évaluation périodique en vue de booster le développement local à travers les différentes wilayas du pays, d'autant qu'elles ont les atouts et les capacités nécessaires". Evoquant les recommandations de la dernière rencontre Gouvernement-walis qui s'est tenue en septembre dernier, M. Merad a affirmé que "sur la base de ces recommandations, il a été procédé aujourd'hui à l'évaluation des réalisations accomplies sans attendre qu'une année entière s'écoule, afin d'éviter d'éventuelles erreurs dans les politiques adoptées pour une meilleure prise en charge des préoccupations". Le ministre a, également, appelé les présidents d'Assemblées populaires de wilaya (APW), à assumer pleinement leur rôle pour booster le développement local, en libérant l'initiative dans différents secteurs. "L'exploitation des capacités dont jouissent les différentes wilayas du pays permettra forcément à l'Algérie de réduire la dépendance à l'étranger, en plus de soutenir les exportations hors hydrocarbures". Concernant le dossier des zones d'ombre, M. Merad a indiqué qu'"une amélioration notable a été relevée par rapport au niveau de vie des populations de ces zones, précisant que près de six millions de citoyens sont concernés".

Y. B.

PÊCHE : AUGMENTATION DE LA PRODUCTION À 142.000 TONNES D'ICI À 2024

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, affirme que le secteur aspire à augmenter la production de la pêche à 142.000 tonnes d'ici à 2024. Intervenant lors des travaux de la rencontre gouvernement-walis, le ministre a précisé que la concrétisation de cet objectif se fera à travers plusieurs étapes, à commencer par la poursuite du renforcement et de la réhabilitation de la flotte de la pêche, notamment la construction de grands navires de pêche en haute mer et dans les eaux territoriales des autres pays comme la Mauritanie, la Libye et la Guinée-Bissau dans

le cadre de conventions. Concernant la pêche en haute mer, le ministre a fait savoir que «l'Algérie a réussi grâce aux orientations éclairées du président de la République à augmenter son quota de thon rouge vivant au niveau international à 1 655 tonnes en 2023, soit +368 tonnes (un taux de croissance de

22,23%)». Concernant l'aquaculture, le secteur vise, selon Salaouatchi, l'augmentation de la production à 24.000 tonnes à l'horizon 2024. Afin d'atteindre cet objectif, le secteur œuvre à l'aménagement des zones d'activités réservées à l'aquaculture et à l'octroi des assiettes foncières aux investis-

seurs, la création d'unités de production d'alevins à travers l'octroi d'assiettes foncières, la généralisation des fermes à production intensive, la mise en place de pôles pour l'aquaculture, outre l'accompagnement financier des investissements.

R. N.

Chute de neige à Chréa : un plan spécial pour l'accueil des visiteurs

Un plan spécial a été mis en place dans la commune montagnaise de Chréa pour l'accueil des visiteurs attendus dans cette région touristique vendredi dernier, suite aux importantes chutes de neige enregistrées. Selon le président d'APC de Chréa, M. Samir Smailia, le mont de Chréa a revêtu son premier

manteau blanc de la saison hivernale, ce qui a incité les autorités concernées à la mise en place d'un plan spécial pour l'accueil des visiteurs attendus durant ce week-end, en provenance de différentes wilayas du pays. Les services en charge de l'élaboration de ce plan spécial (services de sécurité et

directions des travaux publics et de la Protection civile) ont particulièrement axé sur l'organisation de la circulation routière et des espaces de stationnement des véhicules de façon à éviter la fermeture des routes menant vers le mont Chréa et d'assurer la fluidité du trafic routier. Les résidents et les

visiteurs de Chréa en provenance de la partie est de la région seront, ainsi, orientés vers la RN 49, reliant Tabainat à Chréa, pour désengorger la RN 37 reliant Blida à Chréa, qui enregistre des encombrements et la lenteur du trafic en raison de sa forte fréquentation.

APS

Projet de loi sur la traite des personnes : une valorisation de la dignité humaine

Le non-respect de cette interdiction est considéré comme l'une des violations les plus graves des droits fondamentaux. L'interdépendance des droits de l'homme conduit à ce que, lorsqu'une personne est victime de traite, quasiment tous ses droits sont simultanément atteints, notamment sa dignité...



Le Conseil national des droits de l'homme tient à saluer l'adoption par le Conseil des ministres, lors de sa réunion tenue le 8 janvier 2022 sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes. «Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude, l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.» L'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme pose de façon générale et absolue l'interdiction de la traite et de l'exploitation des personnes. Le non-respect de cette interdiction est considéré comme l'une des violations les plus graves des droits fondamentaux. L'interdépendance des droits de l'homme conduit à ce que, lorsqu'une personne est victime de traite, quasiment tous ses droits sont simultanément atteints, notamment sa dignité, sa liberté et son intégrité physique. La traite des personnes constitue une violation plurielle, majeure, écrasante des droits humains, d'une ampleur telle qu'elle traduit une négation de la dignité de la personne humaine. La constitutionnalisation de la lutte contre la traite des personnes pour la première fois, à l'alinéa 3 de l'article 39 de la Constitution de 2020, démontre la volonté de l'Algérie de lutter contre ce fléau et d'accorder toute l'assistance et la protection nécessaires aux victimes. La traite des personnes est l'exploitation criminelle de femmes, d'hommes et d'enfants à des fins diverses, dont le tra-

vail forcé, la servitude domestique, la prostitution et la mendicité. Ce projet de loi qui a été élaboré par le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes a été transmis au ministère de la Justice. Il a été discuté au niveau du Secrétariat général du gouvernement et adopté par le Conseil du gouvernement, puis par le Conseil des ministres. Reste sa transmission au Parlement pour sa discussion et adoption avant sa promulgation par le président de la République. Le CNDH exprime le souhait que cette phase soit clôturée dans les meilleurs délais.

LES DISPOSITIONS DE CE PROJET DE LOI PRÉVOIENT CE QUI SUIT :

Un large champ d'application et prise en charge de toutes les formes, qu'elles soient de nature nationale ou transnationale et qu'elles soient ou non liées à la criminalité organisée. Une définition de termes spécifiques à la traite des personnes. Une détermination de la compétence lorsque l'infraction de la traite des personnes est commise hors du territoire national.

UNE ÉNUMÉRATION DES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Une validation du principe de la

non-sanction des personnes pour avoir commis des actes illicites

(Résolution A/RES/55/67 adoptée le 4 décembre 2000 par l'Assemblée générale des Nations unies et les Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains de juillet 2002 du Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme).

Une confirmation de la question de la protection et de l'assistance des victimes de la traite des personnes. Une extension des dispositions du code de procédure pénale relatives aux interceptions de correspondances, des sonorisations et des fixations d'images, à l'infiltration et à la protection des témoins, des experts et des victimes ; aux infractions de traite des personnes.

Une précision de l'indemnisation à accorder, par voie judiciaire, aux victimes de la traite des personnes pour le préjudice moral et matériel subi.

Une facilitation du retour volontaire, en tenant compte de la sécurité de la personne victime de la traite des êtres humains. Une consécration de la coopération judiciaire internationale relative aux infractions de traite des personnes. En conformité avec la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale orga-

nisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ratifiés par notre pays et en conséquence, avec une valeur supérieure à la loi, en exécution des dispositions de l'article 154 de la Constitution, ce projet de loi constitue, et c'est là sa principale nouveauté au plan des droits de l'homme, une véritable consécration des droits de l'homme et de la dignité humaine par le fait qu'il accorde toute l'aide et la protection à apporter aux victimes de la traite des personnes, ce qui va être dans l'avenir une politique prioritaire de notre pays. En outre, la dimension relative à la sensibilisation, l'éducation et la formation est, également, prise en charge ainsi que la responsabilité des organismes publics, des institutions publiques et des organisations de la société civile dans la prévention et la détection de la traite des personnes, d'une part, et la protection et l'assistance des victimes de la traite, d'autre part. Il est à relever que la traite des personnes est actuellement prévue et réprimée par le code pénal dans sa section 5 bis, intitulée : «La traite des personnes» qui comporte les articles 303 bis 4 à 303 bis 15, sans prendre en compte la question essentielle et primor-

diale de l'assistance et de la protection des victimes de la traite des personnes. Enfin, ledit projet de loi relatif de la prévention et à la lutte contre la traite des personnes est une valeur ajoutée qui vient renforcer les textes juridiques dans le domaine de la protection des droits de l'homme, comme l'a souligné, à juste titre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et démontre aussi la volonté de l'Algérie de mener une lutte acharnée contre ce crime abject de l'esclavage moderne, axée sur une politique pénale sévère, tout en accordant une attention toute particulière à la mise en place d'une stratégie nationale de prévention contre les infractions de traite des personnes, incluant la détection des victimes.

L'Algérie se préoccupe, également, des victimes de la traite des personnes et veille à leur assurer des centres d'accueil et les accompagner par une prise en charge sociale, psychologique, médicale et juridique pour faciliter leur réinsertion sociale. Comme l'Algérie facilite le droit au retour en toute sécurité des ressortissants étrangers victimes de la traite des personnes.

Le président du Conseil national des droits de l'homme

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Benbraham se concentre sur une nouvelle vision

Noureddine Benbraham vient de prendre les commandes de l'Observatoire national de la société civile. La cérémonie de passation de consignes s'est déroulée à l'hôtel Gharmoul, à Alger, en présence des membres de l'observatoire et de son président sortant, Abderrahmane Hamzaoui.

Dans une déclaration qu'il a faite à cette occasion, Hamzaoui s'est dit «convaincu» que Benbraham sera apte à répondre aux attentes et à assumer cette lourde responsabilité compte tenu de «sa compétence et de sa capacité à mobiliser les forces au profit de l'intérêt de la société civile et du pays». Il a ajouté : «Sa nomination ne peut être qu'une valeur ajoutée devant consolider l'observatoire dont l'objectif est de traduire la volonté du chef de l'Etat de faire de la société civile un partenaire incontournable dans le processus de développement de l'Algérie nouvelle». «On attend beaucoup de cette instance consultative qui vient de boucler une année d'existence», a renchéri Hamzaoui qui a souligné que l'observatoire a franchi de grands pas et passe de la phase de

constitution à celle de consécration. Benbraham a remercié, pour sa part, le premier magistrat du pays qui a placé sa confiance en lui, faisant remarquer que la phase de constitution de l'observatoire est loin d'être une sinécure. En guise d'appui à l'effort déjà enclenché, il a fait savoir que l'observatoire devrait être un grand chantier en 2023 avec l'adoption d'une nouvelle vision qui se déclinera en cinq chapitres. «Il s'agit notamment de former de nouveaux guides qui seront actifs à l'échelle nationale pour que la société civile soit un partenaire efficient dans la bonne gouvernance au niveau local et central et même international», a-t-il expliqué. «L'élite doit pouvoir gérer les nouveaux projets en phase de concrétisation», a-t-il proclamé. Pas seulement. Benbra-

ham a évoqué la place que doit avoir la société civile et son rôle en termes de promotion de la démocratie participative. Il mise aussi sur des actions à l'étranger qui impliquent l'intégration de notre communauté nationale établie à l'extérieur du pays. Le nouveau président de l'observatoire a affirmé, de son côté, qu'il est disposé à ouvrir un dialogue avec les 148.000 associations actives au niveau national en vertu de la loi des associations qui sera révisée pour consacrer un des premiers principes constitutionnels : les libertés individuelles et collectives. Sa principale ambition est d'ériger cette instance intermédiaire en espace de dynamisation de la citoyenneté dans un environnement pacifique qui influe positivement sur la vie des citoyens.

R. N.

ELLES ONT VU LEURS CHIFFRES D'AFFAIRES PROGRESSER

Les entreprises publiques économiques reprennent des couleurs

M. Zaghdar a indiqué qu'il a été procédé au transfert au profit du secteur public marchand des biens et actifs de quinze sociétés et huit unités de production dans plusieurs secteurs, ainsi que huit projets de promotion immobilière...

Le ministre de l'Industrie a cité toute une série de chiffres édifiants sur les performances des entreprises publiques économiques (EPE). Les entités publique ont ainsi enregistré en 2022 une hausse de la production de 13,3 % et du chiffre d'affaires de 13,9 % par rapport à l'année 2021, a souligné Ahmed Zaghdar lors de la rencontre gouvernement-walis. Il a indiqué que « les EPE ont enregistré en 2022 une nette amélioration en termes de performance et de rendement par rapport à 2021, avec une hausse de la valeur de la production (13,3 %) et du chiffre d'affaires (13,9 %) ainsi que le maintien des postes d'emploi ». Ces résultats ont été réalisés suite aux mesures prises par le



secteur ayant profité aux entreprises industrielles relevant du secteur public marchand visant à « relancer l'activité des entreprises à l'arrêt au nombre de 51 dont 18 ont repris l'activité et 19 sont programmées pour 2023 et les autres le seront progressivement ». En application des instructions du Président de la République d'accélérer l'opération de recensement définitif des biens saisis pour

les mettre à la disposition de l'Etat et les intégrer dans la production locale, M. Zaghdar a indiqué qu'il a été procédé au transfert au profit du secteur public marchand des biens et actifs de 15 sociétés et 8 unités de production dans plusieurs secteurs, ainsi que 5 projets de promotion immobilière, ajoutant que l'opération se poursuit toujours. Le secteur industriel s'est ainsi renforcé de 33 entre-

prises, entre celles confisquées (plus de 9.000 emplois) et relancées (4.827 emplois directs), a précisé le ministre. « Les PME ont également bénéficié de l'accompagnement, notamment en 2022, à travers les centres d'accompagnement et de consultation ayant accompagné 331 porteurs de projets afin de leur permettre de concrétiser leurs projets », a-t-il ajouté, relevant que « 278 pro-

jets ont été incubés au niveau des pépinières d'entreprises pour promouvoir la culture entrepreneuriale, tandis que le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accordé des gages financiers dépassant les 15 MDS DA au profit de plus de 300 projets ». S'agissant du processus d'assainissement et de récupération du foncier industriel inexploité, M. Zaghdar a fait savoir qu'un recensement minutieux du foncier industriel était actuellement en cours au niveau des zones industrielles et des zones d'activités pour déterminer les terres octroyées inexploitées, soulignant que 2.308 hectares de foncier inexploités ont été récupérés jusqu'à présent. Dans le souci de satisfaire la demande croissante sur le foncier destiné à l'investissement, l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF), s'attelle à l'aménagement de six nouvelles zones industrielles dans le cadre d'un programme prévoyant la réalisation de cinquante zones industrielles, indique M. Zaghdar, faisant état de l'achèvement de l'aménagement de trois zones industrielles à Boumerdès, Béjaïa et Tlemcen ».

Y. S.

Entrepreneuriat : plus de 5 000 start-up recensées

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, a affirmé que son département avait recensé plus de 5.000 start-up, dont 1.100 ayant obtenu le label « Start-up » ou celui de « Projet innovant ». Le ministre a indiqué que les chiffres enregistrés par l'Algérie jusqu'à présent dans ce secteur étaient « exceptionnels et encourageants » avec « plus de 5.000 start-up recensées au niveau du ministère, dont 1.100 ayant obtenu le label « Start-up » ou celui de « Projet innovant », alors que le nombre d'incubateurs « a grimpé de 14 à 60 entre 2020 et 2023 à travers tout le territoire national ». S'agissant du financement, le ministre a indiqué que le fonds national de financement des start-up avait bénéficié d'autres fonds d'investissement au niveau des wilayas avec 58 milliards de dinars, à raison de 1 milliard par wilaya, ce qui lui permettra « d'augmenter considérablement ses investissements en matière de start-up », sachant que ce fonds investit de 5 à 150 millions DA par projet. Concernant l'économie de la connaissance, le même responsable a fait savoir que le secteur visait le renforcement des dépenses et du développement afin d'atteindre 3% du PIB dans 5 ans contre 1% actuellement. Pour atteindre cet objectif, le ministre a rappelé que la loi de finances 2023 prévoyait des mesures « très incitatives » concernant les domaines de la recherche, du développement et de l'innovation. S'agissant de l'entrepreneuriat, il est institué un impôt forfaitaire unique (IFU) à hauteur de 5 % pour les activités exercées sous le statut de l'auto-entrepreneur, avec plafonnement du chiffre d'affaires à 5 millions de DA, précise le ministre. Par ailleurs, M. Oualid a indiqué que l'accord

conclu avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour la prise en charge des frais de modelage en partenariat avec la direction de la recherche et du développement, ainsi que les frais des brevets d'invention et l'ensemble des documents de la propriété intellectuelle, a contribué à accroître les brevets d'invention par rapport aux années précédentes. Pour les micro-entreprises, le ministère a effectué un examen de la situation de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) après que celles-ci ont été placées sous sa tutelle, au sujet desquelles « plusieurs dysfonctionnements ont été observés en raison des multiples dépassements, notamment la prolifération du phénomène des projets fictifs et la mainmise des fournisseurs corrompus sur l'argent public ». Ainsi, le secteur s'emploie actuellement à opérer « des changements radicaux » concernant l'ANADE en vue de



passer de l'approche sociale en vigueur actuellement à une approche strictement économique à travers le changement du mode de soutien de l'Etat aux micro-entreprises en l'orientant vers des critères économiques incitant les jeunes entrepreneurs à se lancer dans l'entrepreneuriat et le monde des affaires sur des bases réalistes. Le ministre a insisté sur

l'importance de renforcer la relation entre l'exécutif et les collectivités locales, notamment en ce qui concerne son secteur, en accélérant la résolution de certains problèmes rencontrés par les jeunes entrepreneurs au niveau local, notamment l'obtention du foncier et les espaces de travail pour concrétiser leurs projets.

R. E.

Algerian General Takaful : bientôt une agence virtuelle

Après avoir ouvert sa première agence commerciale à Alger, dans la commune de Zeralda, la nouvelle Compagnie publique d'assurances « Algerian General Takaful », appelée « El Djazair Takaful » (AGT), travaille sur un projet devant aboutir à l'ouverture d'une agence virtuelle par le biais d'une interface en ligne. Cette agence proposera tous les services d'une structure classique, notamment la souscription à une police d'assurance, et permettra de réaliser les démarches administratives plus simplement sans présence physique des agents commerciaux, nous a annoncé le P-DG de l'AGT, Ziane Bouziane Mahfoudh. « N'étant pas en mesure de couvrir actuellement tout le territoire national, nous avons pensé à cette solution qui entre d'ailleurs dans le cadre de la digitalisation des services de la compagnie », explique le P-DG, précisant que la Com-

pagnie commercialise tous types d'assurances actuellement proposés sur le marché, à l'instar de l'assurance automobile, l'assurance habitation et divers biens immobiliers, professionnels, industriels ou commerciaux, mais aussi l'assurance de tous types de transport (terrestre, maritime et aérien), ainsi que l'assurance des divers risques agricoles. En Algérie, l'assurance Takaful est gérée par un dispositif en vigueur depuis le 23 février 2021 (décret exécutif n° 21-81), qui fixe les conditions et modalités d'exercice de cette activité. Ce décret autorise la création de nouvelles compagnies Takaful et l'ouverture de « fenêtres Takaful » par les assureurs conventionnels. Compte tenu de la faiblesse du taux de pénétration de l'assurance, qui peine à atteindre 1% du PIB, les pouvoirs publics comptent sur cette alternative réglementaire qui permettra aux assureurs dommages et assurances de personnes de diversifier leurs offres et de générer une demande additionnelle susceptible de relever le taux de pénétration des assurances.

R. E.

Zones d'ombre à Oum El Bouaghi: vers une mise à niveau salubre

Dans le domaine de l'énergie, 129 projets ont porté sur le raccordement aux réseaux électrique et gazier. Par ailleurs, 62 projets ont porté sur la réalisation de réseaux d'assainissement et la construction de fosses septiques.

Les projets de développement inscrits depuis 2020 au profit des 28 communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi pour une mise à niveau des zones d'ombre commencent à porter leurs fruits dans divers secteurs. Ces projets ont porté sur le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, l'approvisionnement en eau potable à partir de puits et de forages et l'ouverture de pistes et de routes, au profit des habitants des mechtas des zones déshéritées. Selon le Secrétaire général de la wilaya, chargé du dossier des zones d'ombre, Omar Boutahraoui, 540 projets de développement, lancés en 2020, 2021 et 2022, ont été réalisés. 180 projets ont porté sur l'amélioration de l'alimentation en eau potable. En matière de désenclavement des zones d'habitation difficiles d'accès, le programme a porté sur 294 projets, notamment de réalisation de pistes rurales et de réhabilitation des routes dégradées. Dans le domaine de l'énergie, 129 projets ont porté sur le raccordement aux réseaux électrique et gazier. Par ailleurs, 62 projets ont porté sur la réalisation de réseaux d'assainissement et la construction de fosses septiques. Dans la wilaya de Oum El Bouaghi, 300 zones d'ombre ont été recensées à travers l'ensemble des communes, à l'exception de celle d'Aïn Beida, qui n'en compte aucune, a rappelé le responsable, précisant que 932 projets ont été retenus pour la prise en charge des insuffisances et des besoins de ces zones d'ombre dans les 28 communes de la wilaya. S'agissant du financement de l'ensemble des projets, 739 pro-



jets ont nécessité une enveloppe globale de 7 milliards 900 millions DA, inscrits dans le cadre des Plans communaux de développement, des Programmes sectoriels décentralisés, du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, des budgets locaux (wilaya et communes) et autres, a précisé M. Boutahraoui. Le Secrétaire général de la wilaya a indiqué, en outre, que pour l'année 2022, pas moins de 163 projets ont été retenus, pour un montant global de 1,880 milliard DA, parmi lesquels 57 projets ont été réalisés et 88 projets sont en cours de réalisation avec des taux d'avancement oscillant entre 35 et 95 %. M. Boutahraoui a signalé que parmi les plus importants projets de l'année 2022 figure l'ap-

provisionnement des zones enclavées en gaz propane, ayant nécessité l'acquisition de 183 citernes et dont la pose a débuté dans 42 mechtas, pour un coût global de 186 millions DA.

STOPPER L'EXODE RURAL

Le maintien des habitants des régions déshéritées et enclavées est tributaire de l'amélioration de leurs conditions de vie et ce, à travers des programmes de développement. Pour ce faire, des projets d'amélioration de l'alimentation en eau potable, la réalisation et la réhabilitation des routes, le raccordement au réseau électrique, l'approvisionnement en gaz et l'assainissement ont été réalisés, ces trois dernières années. A rappeler que 20 citernes de gaz propane, d'une contenance

de 1750 kg chacune, ont été attribuées aux habitants des zones d'ombre, à savoir 87 familles de plusieurs mechtas des communes de Djazya, Dhalaa, Behir Chergui et Oum-El-Bouaghi. Parmi les bénéficiaires, Ammar Belkhiri, habitant la mechta Kabel Boutekhma, relevant de la commune de Dhalaa (sud-ouest d'Oum-El-Bouaghi), a indiqué que ce projet a mis fin aux difficultés d'approvisionnement en bouteilles de gaz, expliquant qu'il était contraint de se déplacer aux chefs-lieux des communes de Meskiana et de Dhalaa. M. Belkhiri a déclaré qu'il songeait à déménager avec sa famille, comme ses voisins, et à s'installer dans les villes, à cause du manque de gaz, en particulier durant l'hiver, saison pendant

laquelle ils recouraient souvent au chauffage avec du bois ramassé dans les maigres zones boisées de la région. Mais la disponibilité de l'électricité et du gaz dans la hameau Kabel Boutekhma, qui dispose également d'une route d'accès nouvellement réalisée, l'ont amenés à renoncer à ce projet d'aller vivre plus près des grands centres urbains, a-t-il poursuivi, ajoutant que désormais, les éleveurs sont un peu plus sereins et peuvent s'adonner plus tranquillement à leurs activités pastorales et agricoles. Cet avis est partagé par Aziz Ferag de la région de Fesikh, dans la commune de Bir Chouhada, qui a salué l'intérêt porté par les pouvoirs publics aux zones déshéritées et enclavées.

APS

TIPAZA : 1.110 ENSEIGNANTS CONTRACTUELS TITULARISÉS

Ils étaient exactement 1.110 enseignants contractuels à venir pour recevoir leurs décisions d'intégration. Désormais, ils sont confirmés dans leurs postes. L'ambiance était festive et à chaque fois que des enseignants sont appelés à l'estrade pour recevoir leurs décisions, un tonnerre d'applaudissements et des youyous fusent de partout. «Sur les 1.110 enseignants contractuels intégrés, 480 travaillent dans le cycle primaire et 443 dans le moyen tandis qu'au secondaire, ils totalisent 187 enseignants», détaille Mahmoud Fouzi Tebounne, directeur de l'éducation à Tipasa. Même les enseignants d'anglais recrutés dernièrement dans le primaire sont concernés par la titularisation. «Tous les enseignants contractuels dans notre wilaya ont été pris en charge», affirme le même responsable. Ainsi donc, Tipasa est parmi les premières wilayas à avoir donné corps à la décision prise par le président de la République le 11 décembre 2022. Justement cette

date est visiblement gravée dans la mémoire de nombre d'enseignants contractuels à Tipasa, désormais permanents. C'est le cas d'une professeure d'un collège à Bouharoun. «Le 11 décembre dernier, l'heure indiquait exactement 19h49, lorsque mon téléphone a sonné. C'était le directeur de mon école qui a tenu à me féliciter et annoncer la bonne nouvelle», se rappelle Salah Boufades, enseignant de mathématiques au niveau de l'établissement scolaire moyen Kouadri Mohamed à Bouharoun. «Je ne croyais pas mes oreilles. Il m'a annoncé que je serai titularisé» raconte ce dernier qui enseigne depuis 2018. «C'est un rêve qui se réalise, grâce à Allah et à la décision du pré-

sident de la République mon avenir s'éclaircit», confie-t-il. Et d'ajouter : «Mes parents étaient aux anges lorsqu'ils ont appris la bonne nouvelle, d'autant que je suis l'aîné». Assurer la stabilité professionnelle aux enseignants contractuels a un impact sur l'ensemble de leurs familles. C'est ce qu'assure ce dernier qui contribue aux besoins des siens. «Désormais, avec mon nouveau statut de titulaire, je pense sérieusement à me marier au grand bonheur de mes parents», projette-t-il. Pour sa part, Fatima Dechir, enseignante de langue arabe au primaire Ahmed-Cherid à Meurad tient à remercier vivement le président de la République qui a pris la décision d'intégration des enseignants contrac-

tuels. «Je tiens à remercier notre Président d'avoir pensé à nous. Je considère ce geste comme un miracle. Je vis en effet cet événement qui a changé ma vie comme un miracle. Que Dieu le préserve», insiste-t-elle. Diplômée en sociologie en 2011, Fatima confie qu'elle a galéré des années durant, pour reprendre ses mots, avant qu'elle soit en 2022 recrutée comme enseignante contractuelle. «La meilleure, c'est le fait qu'entre la décision du président de la République et sa mise en application il ne s'est pas passé un mois. Je ne vous cache pas, j'ai cru au début que cela va prendre en moins quatre mois» conclut-elle.

R. R.

Tramway de Mostaganem : 120 travailleurs recrutés

Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia, a affirmé que la réalité du projet de tramway a connu un retard en raison de plusieurs facteurs, assurant, dans ce sens, que ses services vont remédier à la situation et que les travaux ont été finalement achevés par la société Cosider en juillet dernier avec une main-d'œuvre et un savoir-faire 100% algériens, après que la société espagnole a abandonné le projet. La wilaya a souligné, dans un

communiqué, qu'à ce jour, «120 travailleurs ont été recrutés par la Société de gestion des lignes de tramway (SETRAM) et qu'ils sont en phase de formation dans diverses spécialités». «Lors de la réunion, il a également été convenu de confier à la société Cosider de préparer et afficher le nouveau plan de circulation, avec l'installation des feux tricolores à partir de ce mois-ci afin que les automobilistes puissent s'y habituer,

tout en sensibilisant les usagers de la route pour éviter les accidents. A partir du 15 février, le tramway circulera avec tous les véhicules le long de la voie sur 14 km», précise la wilaya. Et d'ajouter : «Tous les systèmes numériques seront définitivement mis en place à partir de la semaine prochaine, et la période de formation de 30 conducteurs de tramway spécialisés sera terminée pour passer à la vitesse moyenne.»

R. R.

COMPRENDRE EN DÉTAIL L'ASSAUT DU C

L'occupation par des manifestants des lieux du pouvoir dans la capitale brésilienne montre que les divisions dans le pays sont très profondes...

En 3 questions, Hüsamettin Aslan, spécialiste de l'Amérique latine, a détaillé pour la situation actuelle et les scénarios futurs à la suite de la prise d'assaut par des manifestants du Congrès national et des lieux du pouvoir au Brésil.

1 - DANS QUEL CONTEXTE LE CONGRÈS A ÉTÉ PRIS D'ASSAUT AU BRÉSIL ?

Lors du second tour des élections présidentielles qui se sont tenues au Brésil le 30 octobre 2022, l'ancien président de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, qui a dirigé le pays pendant deux mandats, a obtenu 50,9 % des voix, tandis que le président sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, en a obtenu 49,1 %. Bien que Lula ait légalement remporté l'élection, sa légitimité politique a été contestée, car il a gagné avec une faible marge.

C'est pourquoi, après l'annonce des résultats de l'élection, les partisans de Bolsonaro ont d'abord organisé des blocages d'autoroutes pendant plusieurs jours dans le pays. Ils ont ensuite organisé des manifestations devant le quartier général de l'armée, demandant aux Forces armées d'intervenir contre Lula.

À Brasilia, la capitale du Brésil, la place des Trois Pouvoirs (Praça dos Três Poderes), où se trouvent les principales institutions des organes législatif, exécutif et judiciaire, a été occupée par des partisans du président sortant. Les bâtiments du Palais du Planalto, du Congrès national et du Tribunal suprême fédéral (STF) ont été envahis par les bolsonaristes.

Un jour après que les partisans de Bolsonaro ont occupé la place des Trois Forces à Brasilia ainsi que le Congrès, le palais présidentiel et la Cour suprême, Lula da Silva a convoqué les 27 gouverneurs des 27 États du pays dominés par la droite pour leur adresser un message d'unité et de solidarité. C'est un fait rare dans l'histoire politique du Brésil.

2 - QUELLE EST LA SITUATION ACTUELLE DU PAYS ?

La révolte du Capitole au Brésil montre le pouvoir du bolsonarisme après Bolsonaro. Ce dernier a quitté le pays, mais sa base continue de se mobiliser. De plus, au congrès brésilien, les partis de droite et d'extrême droite orientés par Bolsonaro ont un net avantage. Lula a déclaré que l'unification du Brésil, le plus grand pays d'Amérique latine et l'une des plus grandes démocraties du monde, sera le principal objectif de son gouvernement. Mais, l'occupation de la capitale montre que les divisions dans le pays sont plus profondes que beaucoup ne l'avaient imaginé et place le nouveau

président devant un énorme défi.

L'échec de cette tentative de coup d'État donnerait un avantage à Lula, lui permettant d'utiliser pleinement ses pouvoirs institutionnels. En effet, le soulèvement du 8 janvier ferait disparaître les questions de démocratie et de gouvernance démocratique ainsi que la légitimité du président Lula. Parce que la prise d'assaut de la capitale par les partisans de Bolsonaro montre que l'extrême droite reste une menace pour la démocratie au Brésil.

La faiblesse sécuritaire de la police et de l'armée pour arrêter les émeutiers à Brasilia montre que Bolsonaro continue de bénéficier d'un soutien au sein des services de sécurité et de l'armée du pays. La démocratie a prévalu au Brésil, mais le système est fracturé. Le pays a vu la résilience de ses institutions démocratiques. Cependant, elle a également compris qu'il fallait les renforcer. Lula a maintenant une occasion encore plus grande de le faire. Néanmoins, pour montrer la force de son gouvernement et de la démocratie brésilienne, Lula doit d'abord punir les personnes impliquées.

« De nombreuses personnes au sein de la police militaire ont été complices de ce crime », a déclaré Lula aux journalistes avant d'ajouter « il y avait beaucoup de personnes des forces armées qui étaient complices. Je crois que la porte du palais a été ouverte pour laisser entrer ces personnes car je n'ai pas vu la porte casée. »

M. Lula a également intensifié ses critiques à l'encontre de l'armée, qui « n'a rien fait pour dissuader les partisans de Bolsonaro qui ont campé pendant deux mois devant le siège de l'armée et qui réclament l'annulation des résultats des élections d'octobre. »

3 - QUEL EST L'AVENIR DE LA POLITIQUE BRÉSILIENNE ?

Le Brésil est un pays profondément divisé, tant idéologiquement que sociologiquement. Lula est conscient de la fragmentation des institutions due à la politisation des forces de sécurité. Toutefois, une transition progressive est prévue afin que l'autorité publique ne s'effondre pas complètement. De même, l'implication excessive de l'armée et de la police dans la politique conduit les forces de sécurité à devenir de plus en plus idéologiques. Lula va donc progressivement purger la police et l'armée pro-Bolsonaro. La tentative de coup d'État au Brésil soulève alors des questions sur l'efficacité et la loyauté des forces de sécurité.

Le président Lula sortira renforcé de ces événements, bien que temporairement. Cependant, ces actions antidémocratiques à haut niveau de stress semblent inévitables. Dans ce contexte, le premier ordre du jour de Lula devrait être de pacifier le pays de toute urgence. Bien sûr, la punition de

ceux qui ont organisé la tentative de coup d'État du 8 janvier sera le test le plus important pour Lula. Car s'il ne défend pas d'une manière forte sa politique de tolérance zéro vis-à-vis des protagonistes, il est fort probable que des images similaires se répètent. Il se peut que nous ne voyions plus de chars à l'avenir. Toutefois, si aucune mesure n'est prise, des scénarios possibles tels que la corruption dans le système judiciaire et le congrès, qui pourraient faire tomber l'administration, occuperont, à l'avenir, l'agenda brésilien.

En fin de compte, Bolsonaro s'est rendu un mauvais service en favorisant la soi-disant « prise de pouvoir » à Brasilia. Parce que Bolsonaro et les évangéliques et nationalistes qui le soutiennent avaient déjà augmenté leurs votes et pris le dessus au congrès. S'ils avaient été patients, ils auraient pu être les partenaires de Lula au gouvernement. Si le gouvernement Lula pouvait demander des comptes aux cerveaux et aux généraux à l'origine de la tentative d'invasion du 8 janvier, ce serait une défaite majeure pour Bolsonaro, comme ce fut le cas pour Donald Trump lors des élections de mi-mandat aux États-Unis. Toutefois, si le gouvernement de Lula trébuche, il ne serait pas surprenant de voir Bolsonaro revenir de Miami avec une victoire importante.

COMMENT L'ASSAUT CONTRE LES LIEUX DE POUVOIR S'EST ORGANISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Comme lors de l'attaque contre le Capitole aux États-Unis, l'assaut contre les lieux de pouvoir au Brésil s'est organisé sur les réseaux sociaux. Les organisateurs se sont notamment servi de messages codés pour mobiliser les bolsonaristes à Brasilia.

Il a suffi de trois mots pour lancer l'appel au ralliement des pro-Bolsonaro sur les réseaux sociaux : Festa da Selma, "Fête de Selma". Comme le relate le Washington Post à l'aide d'analyses de spécialistes, en plus des appels "classiques" au rassemblement (blocage de routes, de stations-services...), le mot d'ordre a été partagé ces dernières semaines sur les plateformes pour permettre aux partisans de l'ancien président d'extrême-droite qui contestent la victoire de Lula de se retrouver dimanche 8 janvier à Brasilia afin de s'attaquer aux lieux de pouvoir. L'opération s'est finalement soldée par des dégâts considérables au palais présidentiel, au Congrès et à la Cour suprême, avec de nombreuses arrestations à la clé. Le terme "Festa da Selma" n'a pas été choisi au hasard. Face aux restrictions mises en place par les réseaux, les organisateurs ont tout simplement changé une lettre à "selva" ("jungle" en portugais, terme parfois utilisé comme cri de guerre par les militaires

brésiliens). Sur Facebook, Twitter, Instagram ou WhatsApp, ces trois mots ont permis de mobiliser sans être repéré par la modération.

Comme lors de l'assaut contre le Capitole aux États-Unis, les appels de ce genre se sont multipliés sur les plateformes quelques jours avant le rassemblement, d'après le Washington Post et des médias brésiliens. Sur la messagerie cryptée Telegram, certains participants ont indiqué préparer la venue de "mille bus" dans le but d'amener "deux millions de personnes à Brasilia" depuis plusieurs États brésiliens vers la capitale fédérale, tout en indiquant la date ou les routes à suivre dans le cadre de "caravanes de la liberté".

D'autres comptes ont encouragé à échanger des messages écrits à la main puis photographiés : "L'algorithme ne lit pas les messages écrits à la main !" assure un de ces messages. Ces photos ont ensuite été largement relayées, passant d'une plateforme à l'autre.

LES PLATEFORMES DANS LE VISEUR DES AUTORITÉS BRÉSILIENNES

Meta, propriétaire de Facebook, WhatsApp et Instagram a pourtant indiqué lundi 9 janvier avoir "désigné le Brésil comme un lieu à haut risque provisoire" avant la tenue des élections présidentielles le 2 novembre 2022. D'après l'un des porte-parole de l'entreprise, "nous avons supprimé les contenus appelant les gens à prendre les armes ou à envahir par la force le Congrès, le palais présidentiel et d'autres bâtiments fédéraux".

Si le patron de Twitter Elon Musk a de son côté semblé s'émouvoir de la situation au Brésil et souhaité une "résolution pacifique" de la situation, certains internautes n'ont pas manqué de lui rappeler qu'il avait licencié une grande partie des équipes brésiliennes de l'entreprise lors de sa prise de contrôle à la fin du mois d'octobre. L'un des tweets du multimillionnaire début décembre a également refait surface, dans lequel Elon Musk avait estimé que les salariés brésiliens de Twitter avaient pu "donner une préférence aux candidats de gauche" lors de l'élection présidentielle.

Pris pour cible par les bolsonaristes, le juge de la cour suprême Alexandre de Moraes a de son côté réclamé aux plateformes de bloquer les comptes d'utilisateurs à l'origine de messages antidémocratiques.

Les réseaux sociaux pourraient cependant avoir une certaine utilité pour les autorités brésiliennes. Après l'assaut contre les lieux de pouvoir, la police fédérale prévoit une enquête longue, mais pas forcément difficile : en plus des milliers d'empreintes laissées sur place par les émeutiers, les vidéos tournées et publiées par les bolsonaristes eux-mêmes devraient grandement aider les enquêteurs à

identifier les plus violents

PEUT-ON COMPARER L'ASSAUT À L'ATTAQUE DU CAPITOLE AMÉRICAIN ?

Les scènes de chaos et de violence provoquées par l'assaut de la capitale de l'ancien président brésilien Bolsonaro contre le Congrès, la présidence et la Cour suprême fédérale du Brésil rappellent celles de Washington en janvier 2021.

Puis, des milliers de partisans du président Donald Trump ont envahi le Capitole pour tenter d'empêcher la certification de l'élection et la victoire à son rival politique, le président sortant Joe Biden.

EN QUOI CES DEUX ATTAQUES SONT-ELLES SIMILAIRES ET EN QUOI DIFFÉRENT-ELLES ? LES RESEMBLANCES

1. VIOLENCE

Dans les deux cas, les manifestants ont pris possession de bâtiments institutionnels par la force, laissant derrière eux un sillage de destruction. Tant à Washington qu'à Brasilia, les assaillants ont vaincu le petit nombre de policiers qui tentaient de les arrêter, provoquant une irruption en brisant des fenêtres et en forçant des portes. Dans les deux cas, les bolsonaristes sont partis de leur quartier général de l'armée et sont rassemblés les partisans du président qui réclament une intervention militaire pour arrêter Lula, et ont avancé jusqu'à huit kilomètres jusqu'à la place des Trois-Pouvoirs à Brasilia pour envahir les principaux bâtiments de la République. Habillés aux couleurs du drapeau national, les assaillants sont livrés à de nombreux actes de vandalisme et ont tout détruit sur leur passage. Ils ont brisé des meubles anciens de valeur, détruit des œuvres d'art, et ont effacé des informations informatiques. Comme cela s'est produit à Washington le 6 janvier 2021, une multitude de vidéos sur les réseaux sociaux ont montré comment certains manifestants ont pris des photos devant le Congrès brésilien. Dans les deux cas, de nombreux manifestants ont été envoyés dans des régions éloignées du pays. Dans le cas de Washington, les manifestants s'étaient rassemblés sur l'esplanade de la "Lipse", devant la Maison Blanche, pour écouter les discours de Trump et de certains de ses alliés. De même, le marché jusqu'au Capitole américain étaient arrivés la veille.

À Brasilia, des dizaines de milliers de participants à l'attaque ont été vus dans les heures précédant l'assaut depuis d'autres régions du pays. Le camp pro-Bolsonaro, dirigé par le ministre de la Justice, Flávio Bolsonaro, a déclaré que ces bus ont été identifiés et financés par le gouvernement.

LA VIOLENCE N'ÉTAIT PAS SEULEMENT PHYSIQUE

Quelque 70 personnes, selon des sources brésiliennes de la santé, ont été blessées dimanche, dont des journalistes, qui ont été

CONGRÈS ET DES LIEUX DU POUVOIR



barrages policiers afin de ralentir l'accès aux bureaux de vote dans les régions où la majorité devait voter pour Lula.

2. TRUMP ÉTAIT TOUJOURS PRÉSIDENT ET BOLSONARO NE L'ÉTAIT PAS

L'assaut contre le Capitole en 2021 a eu lieu alors que Donald Trump était encore en fonction. Bien qu'il ait déjà perdu l'élection, le magnat occupera la Maison Blanche jusqu'au 20 janvier, de sorte qu'il détient à ce moment-là la plus haute autorité.

Bolsonaro a toutefois quitté ses fonctions le 31 décembre et se trouve depuis lors aux États-Unis, plus précisément en Floride.

Certains médias brésiliens interprètent ce départ comme une stratégie visant à éviter d'assister à l'investiture de son successeur, tandis que ses opposants y voient une fuite préventive avant la fin de son immunité présidentielle, qui pourrait conduire l'ancien président devant la justice.

Le matin même de l'assaut contre le Capitole, Donald Trump a prononcé un discours devant ses partisans dans lequel il a assuré qu'il n'accepterait jamais le résultat de l'élection, et dans lequel il a appelé son vice-président, Mike Pence, à inverser le résultat.

Bien qu'il n'ait pas lancé d'appel explicite à la violence, le discours était truffé d'images violentes et il a même appelé ses partisans à se rendre au Capitole et à "se battre comme des démons", car sinon, a-t-il dit, "vous n'aurez plus de pays".

Bolsonaro, bien qu'il alimente depuis des mois les théories selon lesquelles les élections ont été frauduleuses, s'est dissocié dimanche des événements de Brasilia.

"Les manifestations pacifiques font partie de la démocratie. Cependant, les pillages et les invasions de bâtiments publics comme ceux qui se sont produits aujourd'hui, ainsi que ceux pratiqués par la gauche en 2013 et 2017, sont hors règle", a-t-il déclaré dans un message sur Twitter.

Les deux dirigeants ont toutefois mis plusieurs heures à réagir dès le début des incidents.

Lundi, il est apparu que Bolsonaro avait été admis à l'hôpital en Floride, bien que son état ne soit pas grave.

3. Le Capitole était en pleine session Une autre des principales différences entre les deux attaques est que, alors que l'attaque à Brasilia a eu lieu un dimanche, avec toutes les institutions fermées, à Washington le Capitole, le bâtiment qui abrite le Congrès et le Sénat des États-Unis, était en pleine session.

Et pas n'importe quelle session, mais celle dont la tâche était de certifier le résultat des élections qui avaient déclaré Joe Biden vainqueur.

Lors de l'assaut contre le Capitole, cependant, le bâtiment était bondé de représentants politiques et de leur personnel, ainsi que de journalistes et de forces de sécurité, ce qui a provoqué la panique parmi les personnes présentes.

Beaucoup ont dû se cacher dans leurs bureaux, d'autres dans leurs sièges dans les chambres, après quoi ils ont été évacués dans des scènes jamais vues dans ce pays

A. A.

R CET
E DU
AIN ?

destruction
es partisans
ésilien Jair
ès national,
r suprême
ent étrange-
n il y a deux

ans du pré-
c attaqué le
mpêcher la
qui a donné
ique, le pré-

LES
QUOI
ES

manifestants
timents ins-
ssissant dans
traînée de
ington qu'à

nt réussi à
de policiers
r et ont fait
nêtres et en
anche, les
es environs
armée, où se
ans de l'an-

2. LE RÉCIT
Les partisans de Donald Trump
comme ceux de Jair Bolsonaro sont
convaincus, sans preuve, que des
fraudes ont été commises lors des
élections que leurs candidats ont per-
dues et qu'ils se battent donc pour
réparer une injustice.

Tout comme Trump l'a fait (et continue de le faire aux États-Unis), Bolsonaro alimente depuis des mois le récit selon lequel les élections dans lesquelles il a été battu n'étaient pas équitables, et a mis en doute les systèmes de vote électronique, qui selon lui peuvent être manipulés, suivant la même rhétorique que l'ancien président américain.

Donald Trump et Jair Bolsonaro.
Lors d'une élection très serrée, Luiz Inácio Lula da Silva a remporté les élections présidentielles le 30 octobre et a prêté serment le 1er janvier.

Lula a pu se présenter et gagner parce que la condamnation pour corruption qui l'a vu passer 580 jours en prison a été annulée par la Cour suprême fédérale.

Dans un pays profondément divisé, où les positions extrémistes ont été accentuées pendant le règne du populiste d'extrême droite Bolsonaro, le retour au pouvoir d'un homme de gauche, et précisément son passage de prisonnier à président, a été de trop pour ses adversaires.

Depuis la défaite de Bolsonaro dans les urnes, nombre de ses partisans se sont organisés dans des chats WhatsApp et Telegram pour planifier des manifestations et des campements tels que ceux qui ont lieu devant les casernes dans plusieurs villes du pays.

Ce discours complotiste entendu au Brésil rappelle celui qui fait partie de

IT PAS
QUE.

on le minis-
ont été bles-
policiers et
été frappés

par la foule. Au moins 1 200 personnes ont été arrêtées.

À Washington, cinq personnes ont été tuées, et quelque 140 policiers ont été blessés. Quatre officiers de police qui ont répondu à l'agression se sont depuis suicidés.

2. LE RÉCIT

Les partisans de Donald Trump comme ceux de Jair Bolsonaro sont convaincus, sans preuve, que des fraudes ont été commises lors des élections que leurs candidats ont perdues et qu'ils se battent donc pour réparer une injustice.

Tout comme Trump l'a fait (et continue de le faire aux États-Unis), Bolsonaro alimente depuis des mois le récit selon lequel les élections dans lesquelles il a été battu n'étaient pas équitables, et a mis en doute les systèmes de vote électronique, qui selon lui peuvent être manipulés, suivant la même rhétorique que l'ancien président américain.

Donald Trump et Jair Bolsonaro.
Lors d'une élection très serrée, Luiz Inácio Lula da Silva a remporté les élections présidentielles le 30 octobre et a prêté serment le 1er janvier.

Lula a pu se présenter et gagner parce que la condamnation pour corruption qui l'a vu passer 580 jours en prison a été annulée par la Cour suprême fédérale.

Dans un pays profondément divisé, où les positions extrémistes ont été accentuées pendant le règne du populiste d'extrême droite Bolsonaro, le retour au pouvoir d'un homme de gauche, et précisément son passage de prisonnier à président, a été de trop pour ses adversaires.

Depuis la défaite de Bolsonaro dans les urnes, nombre de ses partisans se sont organisés dans des chats WhatsApp et Telegram pour planifier des manifestations et des campements tels que ceux qui ont lieu devant les casernes dans plusieurs villes du pays.

Ce discours complotiste entendu au Brésil rappelle celui qui fait partie de

la stratégie de l'équipe de Donald Trump depuis qu'il a perdu l'élection. En effet, depuis sa défaite dans les urnes, l'équipe de Bolsonaro, dont son fils Eduardo, a été en contact à la fois avec Trump et ses stratèges Steve Bannon et son ancien porte-parole de campagne Jason Miller, selon le Washington Post.

Bannon lui-même, idéologue de la nouvelle droite populiste radicale et l'un des principaux stratèges de Trump, a décrit Bolsonaro comme un "héros", et a alimenté la théorie du prétendu "vol électoral" depuis son podcast "War Room" et sur Gettr, le réseau social créé par l'ancien président américain.

3. LE CALENDRIER

Ces deux agressions surviennent quelques mois après les élections au cours desquelles leurs candidats ont été battus.

Joe Biden a remporté les élections le 3 novembre 2020, mais il n'a été investi président que le 20 janvier 2021.

Lula a remporté le second tour de l'élection présidentielle, qui a eu lieu le 30 octobre 2022, et a prêté serment le 1er janvier, une semaine avant l'assaut à Brasilia. Pendant ces deux mois, la rhétorique autour de la fraude présumée - jamais prouvée - s'est développée dans les réseaux et les canaux de communication de ses partisans, jusqu'à exploser en attaques contre les institutions.

CE TEMPS A ÉGALEMENT PERMIS AUX ASSAILLANTS DE S'ORGANISER.

Dans le cas du Brésil, le ministère de la justice enquête désormais non seulement sur ceux qui ont commis les actes de violence de dimanche, mais poursuit la piste de ceux qui les ont initiés et financés.

LES DIFFÉRENCES

1. Le rôle de l'armée et de la police Contrairement aux États-Unis, où les Trumpistes étaient déterminés à

reprendre le pouvoir par leurs propres moyens, au Brésil, les partisans de Bolsonaro qui n'ont pas accepté leur défaite appellent depuis des mois à une intervention militaire pour ramener l'ancien président au palais du Planalto.

Jusqu'à dimanche dernier, l'armée brésilienne, qui a joué un rôle de premier plan pendant le mandat de Bolsonaro, semble avoir toléré les campements de ces manifestants devant ses casernes.

"Des personnalités militaires éminentes soutiennent depuis longtemps le programme d'extrême droite de Bolsonaro, et ont même récemment manifesté un soutien franc à plusieurs manifestations pro-coup d'État qui ont eu lieu dans différentes régions du pays dans les jours qui ont précédé l'attaque", explique Rafael R. Ioris, professeur d'histoire de l'Amérique latine, dans The Conversation.

Sous sa présidence, plusieurs militaires de haut rang ont occupé des postes gouvernementaux, notamment au ministère de la défense et même au ministère de la santé au plus fort de la pandémie de covid. En outre, on estime que 6 000 militaires actifs ont obtenu des postes non militaires au sein du gouvernement au cours des huit dernières années.

Depuis son arrivée au pouvoir, Lula a maintenu une position "conciliante" avec les forces armées.

Le rôle de la police pendant l'agression a également soulevé des questions. Les médias brésiliens ont diffusé des vidéos montrant l'apparente passivité de la police militaire de la capitale face aux assaillants, allant jusqu'à discuter avec eux de manière décontractée. Le responsable de la sécurité du district fédéral, Anderson Torres, qui avait été ministre de la justice sous Bolsonaro, a été démis de ses fonctions par le gouverneur, et les avocats du gouvernement demandent son arrestation.

Pendant les élections, certains secteurs de la police ont également été critiqués pour avoir mis en place des

BURKINA FASO :

LIBÉRATION PAR L'ARMÉE DE LA SOIXANTAINE DE FEMMES ENLEVÉES DANS LE SAHEL

Au total 66 femmes burkinabè enlevées les 12 et 13 janvier courant, dans la localité de Arbinda dans la province du Soum dans le Sahel burkinabè, ont été libérées vendredi, lors d'une opération menée par les forces de défense et de sécurité burkinabè, a rapporté vendredi dans la soirée, la télévision publique du Burkina Faso (RTB). "Elles sont 66 au total dont 27 âgées de 18 à 56 ans et 39 femmes âgées de moins de 18 ans dont quatre bébés. Elles avaient été enlevées dans la nuit du 12 au 13 janvier à Arbinda dans le Sahel par des hommes armés non identifiés. Elles ont été retrouvées ce vendredi dans la région du Centre-Nord puis ramenées à Ouagadougou par les forces de défense et de sécurité suite à une opération", a annoncé la RTB dans son édition de 20 heures. La même source a précisé que ces ex-otages ont été accueillies à Ouagadougou, après huit jours de captivité, par les autorités du Burkina Faso. "Les femmes enlevées dans la nuit du 12 au 13 janvier 2023 à Arbinda (Nord) par des terroristes, ont été retrouvées", a indiqué pour sa part l'Agence d'information du Burkina Faso (AIB). Ce rapt n'a pas encore été revendiqué et a été largement condamné sur le plan national et international. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a exprimé lundi son inquiétude suite à l'enlèvement de ces femmes et appelé à leur libération immédiate. Mercredi, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, s'est dit "préoccupé par le fait que les groupes armés prennent pour cible les femmes et les filles dans le cadre de leur stratégie visant à terroriser les communautés". Des pays comme la France, les Etats-Unis et le Canada ont également appelé à la libération de ces femmes enlevées, dont on est sans nouvelles depuis une semaine, malgré les recherches engagées par les forces de défense et de sécurité et les supplétifs de l'armée. La situation sécuritaire est marquée par des attaques terroristes depuis 2015 dans plusieurs régions du Burkina Faso. Ces attaques ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés internes, alors que plus de 40% du territoire échappe au contrôle de l'Etat, selon des chiffres officiels. Selon le ministère en charge de l'Education, 679 structures éducatives ont été fermées à cause de l'insécurité affectant 1 076 155 élèves, selon les chiffres disponibles à la date du 31 décembre 2022. En plus des multiples actions de réorganisation de l'armée, les autorités burkinabè ont lancé, le 24 octobre dernier, le recrutement de 50 000 combattants volontaires pour la défense de la patrie (VDP, les supplétifs de l'armée) pour soutenir la reprise de contrôle du territoire national.

BURKINA FASO :

Manifestation à Ouagadougou contre la France

Plusieurs centaines de manifestants sont descendus, vendredi, dans les rues de Ouagadougou pour exiger le départ de l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Luc Hallade, et le démantèlement de la force militaire française « Sabre » (le contingent des forces spéciales françaises, ndlr) basée dans la périphérie nord de la capitale burkinabè, a constaté le correspondant d'Anadolu (AA). Ces manifestants, qui ont répondu à l'appel du collectif des leaders panafricains (CLP) regroupant plusieurs organisations de la société civile burkinabè, disent

réclamer le départ du diplomate français et de l'armée française au Burkina Faso. En effet, depuis le 20 décembre dernier, le Burkina Faso affirme « ne plus avoir confiance en l'ambassadeur de France Luc Hallade » et réclame aux autorités françaises son remplacement. Le 10 janvier courant, la secrétaire d'Etat de la France, Chrysoula Zacharopoulou, a déclaré, lors d'un point de presse à Ouagadougou, que « nous avons convenu de traiter (ce) sujet en bonne entente, dans le cadre diplomatique ». À travers cette mobilisation,

« nous voulons dire à la face du monde que le peuple burkinabè est résolument engagé dans la reconquête de son indépendance économique, politique et culturelle », a déclaré Moumini Boly, membre du secrétariat général du CLP. « Nous réclamons le départ de la France et de son armée au Burkina Faso. Nous voulons juste être indépendants et aller vers d'autres partenaires », a affirmé à AA Issouf Compaoré, l'un des manifestants hostiles à la présence française au Burkina Faso.

I.M.

TUNISIE :

Cinq anciens députés condamnés à des peines de prison par la justice militaire

Ils étaient mis en cause dans l'incident de l'aéroport international de Tunis-Carthage, qui a été le théâtre d'une bagarre générale entre des agents de sécurité de l'aéroport, des avocats et des députés de la « Coalition Al Karam », en mars 2021



La justice militaire tunisienne a prononcé, ce vendredi, des peines de prison contre 5 anciens députés, mis en cause dans l'affaire que les médias qualifient de "l'incident de l'aéroport". C'est ce qui ressort d'une publication partagée par maître Ines Harrath, avocate et membre du comité de défense des accusés, sur son compte Facebook. Selon maître Harrath, la Cour d'appel militaire a émis un verdict lors d'une audience tenue aujourd'hui dans ce qu'on a appelé "l'affaire de l'aéroport" contre le président du bloc parlementaire de la Coalition Al Karam (18 sièges sur 217 dans le Parlement dissous), Seifeddine Makhoulouf, et les anciens députés Nidal

Saoudi, Meher Zid, Mohamed Affes, Abdellatif Aloui et l'avocat Mahdi Zagrouba. Seifeddine Makhoulouf écope d'un an et deux mois de réclusion avec effet immédiat, Mahdi Zagrouba a été condamné à 11 mois de prison avec effet immédiat et 5 ans d'interdiction d'exercer le droit. L'avocate de la défense a ajouté : "Le tribunal militaire a également condamné les députés de la Coalition Al Karam, Nidal Saoudi, à 7 mois de prison, Meher Zid et Mohamed Affes à 5 mois de prison, et prononcé un non-lieu en faveur d'Abdellatif Aloui". Dans une séquence vidéo, publiée sur son compte Facebook, maître Harrath a indiqué que "les verdicts sont définitifs et sans appel", les

qualifiant de "cruels et injustes, d'autant plus qu'ils émanent d'un tribunal militaire". "Nous continuerons notre lutte, et nous défendrons nos collègues avocats et représentants de la Coalition Al Karam, qui rejettent le coup d'État", a déclaré l'avocate sur le réseau social Facebook. Le 15 mars 2021, l'aéroport international de Tunis-Carthage a été le théâtre d'une bagarre générale entre des agents de sécurité de l'aéroport, des avocats et des députés de la « Coalition Al Karam », après que ces derniers ont tenté de défendre une passagère, - fichée « S17 » -, qui a été empêchée de quitter le pays pour des raisons de sécurité. À noter, que le système de ficha-

ge sécuritaire « S17 », est une directive sécuritaire qui a été adoptée à l'époque par l'ancien Président Zine El-Abidine Ben Ali (1987 -2011), pour stigmatiser (ficher) toutes les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec des organisations terroristes. En conséquence, le ministère public a autorisé l'ouverture d'une enquête sur l'incident survenu à l'aéroport Tunis-Carthage. Les partis politiques de défense des droits humains accusent le président tunisien, Kaïs Saïed, de cibler les opposants avec ses mesures d'exception, initiées depuis le 25 juillet 2021, ce que le gouvernement de Saïed dément

I.M.



FOOT/CHAN-2022 (G^R.E/2^E J.) CONGO-NIGER (0-0)

Les Congolais éliminés, les Nigériens toujours «en vie»

Les Nigériens détiennent leurs cartes entre les mains, mais à condition de l'emporter contre le Cameroun le 24 janvier lors de la troisième et dernière journée du groupe E formé de trois équipes...

Le Congo est devenu la deuxième équipe à quitter le Championnat d'Afrique des nations (CHAN) des joueurs locaux après son nul face au Niger, vendredi soir, au stade Miloud-Hadefi d'Oran, pour le compte de la 2^e journée du groupe E. Les Congolais étaient plus volontaires en première période, parvenant à prendre relativement les commandes du jeu, mais sans parvenir à faire la différence. Pourtant, les protégés de l'entraîneur Jean Elie Ngoya se sont créés au moins trois occasions franches de scorer. C'est Prinsse Junior qui a été le premier à alerter le gardien adverse. Ce dernier a dû étaler toute sa classe pour dévier le cuir en corner (3'). Prinsse Soussou n'a pas été plus chanceux que son camarade en ratant une belle opportunité d'ouvrir la marque à la 30'. Le gardien du Niger, Mamadou Tanja, va encore s'illustrer à la 38' en sauvant les siens d'un but tout fait suite à une alerte signée Prinsse Junior. Mais dans l'ensemble, cette première période n'a pas atteint le niveau escompté, même si les Congolais avaient tant besoin des trois points de la victoire pour garder un brin d'espoir dans la course à la qualification dans leur groupe après leur défaite lors de leur premier match contre le Cameroun (0-1). Le rythme de la partie était



meilleur lors de la seconde période, avec plus d'occasions de scorer, notamment du côté de la sélection du Congo qui jouait ses dernières chances pour rester "en vie". Mais ce sont les Nigériens qui ont failli scorer au prix d'une reprise de Bilyamine Moussa passée au ras du poteau (53'). L'adversaire va réagir à la 62' par Prince Opongo, dont le tir a heurté le poteau droit du gardien du Niger. Les Congolais parviennent à marquer à la 79', mais à leur grand malheur, le but est refusé

pour position de hors-jeu. Leurs dernières tentatives s'avèrent infructueuses, ce qui leur vaut tout simplement de quitter l'épreuve dès ce tour. Quant aux Nigériens, ils détiennent leurs cartes entre les mains, mais à condition de l'emporter contre le Cameroun le 24 janvier lors de la troisième et dernière journée du groupe E formé de trois équipes.

Le point après le match Congo - Niger (0-0)
Exempt: Cameroun

Déjà joués / 1^{re} journée :

Cameroun - Congo 1-0

Exempt: Niger

Classement: Pts J Diff

Cameroun 3 1 +1

Niger 1 1 0

Congo 1 2 -1

Reste à jouer / 3^e journée (mardi 24 janvier 2023):

Stade d'Oran: Niger - Cameroun 20h00

Exempt: Congo

NOTE: Le premier du groupe se qualifie pour les quarts de finale.

CHAN 2022 : RÈGLEMENT POUR DÉPARTAGER LES ÉQUIPES SE TROUVANT À ÉGALITÉ DE POINTS

Les équipes se trouvant à égalité de points, au terme des matches de groupe (1^{re} phase), du Championnat d'Afrique des Nations de football, réservé aux joueurs locaux (CHAN-2022) qu'abrite l'Algérie du 13 janvier au 4 février 2023, seront départagées selon les critères suivants dans l'ordre indiqué ci-dessous:

74.1.1 - Le plus grand nombre de points obtenus lors de la rencontre entre les deux équipes concernées

74.1.2 - La différence de buts sur l'ensemble des parties disputées dans le groupe

74.1.3 - Le plus grand nombre de buts marqués sur l'ensemble des matches de groupe

74.1.4 - Un tirage au sort effectué par la Commission d'Organisation

74.2 - En cas d'égalité de points entre plus de deux équipes à l'issue des matches de groupe, les équipes seront départagées selon les critères suivants dans l'ordre indiqué ci-dessous:

74.2.1 - Le plus grand nombre de points obtenus dans les rencontres entre les équipes concernées

74.2.2 - La meilleure différence de buts dans les rencontres entre les équipes concernées

74.2.3 - Le plus grand nombre de buts marqués dans les rencontres entre les équipes concernées

74.2.4 - Si, après avoir appliqué les critères 74.2.1 à 74.2.3, deux équipes sont encore à égalité, les critères de 74.2.1 à 74.2.3 sont à nouveau appliqués aux matches disputés entre les deux équipes en question pour déterminer le classement final des deux équipes. Si cette procédure ne permet pas de départager les deux équipes, les critères de 74.2.5 à 74.2.7 sont appliqués dans l'ordre indiqué:

74.2.5 (Meilleure différence de buts dans tous les matches du groupe), 74.2.6 (Plus grand nombre de buts marqués dans tous les matches du groupe) et 74.2.7 (Un tirage au sort effectué par la Commission d'Organisation).

R.S.

IL RÉSERVE UN ACCUEIL PARTICULIER AUX SPORTIFS ET DÉLÉGATIONS PARTICIPANT AU CHAN 2022

Le TRO au rythme du CHAN

Le Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran (TRO) réserve un accueil particulier aux sportifs et délégations participant au CHAN 2022) avec un programme de visites guidées et des places réservées pour chaque spectacle, a-t-on appris jeudi du directeur de cet établissement culturel, Mourad Senouci. Ainsi, le TRO ouvre ses portes durant le déroulement de cette septième édition du CHAN des footballeurs locaux qui se poursuit jusqu'au 4 février prochain, pour organiser des visites guidées aux sportifs et aux délégations africaines, a précisé le même responsable. « Les visiteurs peuvent déjà découvrir ce théâtre, édifié en 1907 et classé depuis 2021 patrimoine national », a indi-

qué M. Senouci, ajoutant que les visites guidées proposent de découvrir la scène, les loges, la bibliothèque publique, les espaces dédiés aux rencontres littéraires et autres structures du théâtre. « Un guide accompagne les visiteurs pour présenter le théâtre, son histoire et répondre à leurs questions », a expliqué son responsable. La Direction du TRO réserve une quarantaine de places pour les sportifs et les délégations du CHAN. « Ces places sont réservées sur tout le programme du théâtre, même si les participants au CHAN viennent de manière inopinée », a-t-il assuré.

R.S.

ESPAGNE/COUPE DU ROI

Derby Real-Atlético et Barcelone-Real Sociedad en quarts de finale

Le Real Madrid accueillera son voisin et rival l'Atlético Madrid en quarts de finale de la Coupe du Roi fin janvier, tandis que le FC Barcelone recevra la Real Sociedad, selon le tirage au sort effectué vendredi, 20 janvier. Ces deux affiches alléchantes rassemblent les quatre équipes qui occupent actuellement les quatre premières places du championnat d'Espagne. Le Barça est leader devant le Real, alors que la Real Sociedad est troisième devant l'Atlético. En

huitièmes de finale, le Real Madrid a souffert jeudi face à Villarreal, cinquième de Liga. Mené 2-0, le Real a finalement renversé le match 3-2. En quart, le Real retrouvera l'Atlético pour la première fois en Coupe depuis 2011. Les Colchoneros ont battu de leur côté Levante (D2) 2-0 en huitièmes. Le FC Barcelone, qui s'est facilement défait 5-0 de Ceuta (D3 espagnole), sera opposé à la Real Sociedad, victorieuse de Majorque 1-0. Les deux autres quarts de

finale verront s'affronter Valence, 12^e de Liga, à l'Athletic Bilbao (8^e), alors qu'Osasuna (7^e), tombeur aux tirs au but du tenant de la Coupe, le Betis, recevra l'autre club de la ville, le Séville FC, avant-dernier de Liga. Programme des quarts de finale de la Coupe du Roi disputés entre le 24 et le 26 janvier : Real Madrid - Atlético Madrid, Barcelone - Real Sociedad, Osasuna - Séville, FC Valence - Athletic Bilbao.

R.S.

MONDIAL 2023 DE HANDBALL : L'EN DÉCOIT ENCORE

La sélection algérienne de handball s'est inclinée face à son homologue de Macédoine du Nord sur le score de 25 à 40 (mi-temps : 11-19), en match comptant pour la première journée du groupe 2 (matches de classement de la 25^e à la 32^e places) du Championnat du monde 2023, disputé jeudi dernier à la salle d'Orlen à Plock en Pologne. Les handballeurs algériens joueront leur deuxième match de la Coupe du président face au Maroc, samedi (15h30), avant d'affronter la Tunisie lundi à la même heure. Lors de la phase de groupes du Mondial 2023, le Sept algérien a concédé trois défaites, respectivement, face à la Serbie (27-36), le Qatar (24-29) et l'Allemagne (21-37).

R.S.

PRÉSENTÉE PAR HASNA HINI ET MAÂLEM FAYÇAL SOUDANI

Une fusion andalou-chaâbi-diwan

Un spectacle inédit de chants andalous et chaâbis fusionnés à la musique diwan, a été présenté vendredi soir à Alger par la chanteuse Hasna Hini et le Maâlem Fayçal Soudani, dans un échange prolifique qui a réuni deux genres musicaux aux ancrages très différents.



convivialité. Entamant la soirée avec une démonstration orchestrale établissant le pas-

sage naturel d'un thème diwan vers une chanson châabie, le duo d'artistes a rendu notamment les pièces «Besm Allah yebda el badi», «El waldine», «Ya Moulay Ahmed», «Wahd El Ghoziel», «Hasna», «Mimoune», «Ya qalbi khelli el hal», ou encore le succès de musique targuie du moment, «Ligh Ezzaman», du groupe Tikoubaouine.

Le concert, à dominance mélodique lorsque Hasna Hini étalait son répertoire, faisant intervenir les instruments à cordes, prenait la dimension rythmique lorsque Maâlem Fayçal Soudani était à la manœuvre, mettant judicieusement en action tout l'arsenal percussif. Le public qui a savou-

ré le spectacle, a apprécié ce mélange réussi, entre deux genres différents de la chanson algérienne, appartenant aux registres des musiques, savante et traditionnelle, qui constituent, avec les nombreuses autres variantes du terroir, la richesse du patrimoine culturel algérien.

Ce concert a été organisé par l'Etablissement Art et Culture de la wilaya d'Alger, dans le cadre de son programme d'accompagnement culturel du Championnat d'Afrique des nations (Chan 2022) qu'organise l'Algérie jusqu'au 4 février prochain.

F. D.

«Entre chaâbi et diwan», intitulé du spectacle, a permis au public relativement nombreux de la salle Ibn-Khaldoun d'apprécier, une heure et demie durant, une prestation généreusement rendue par deux artistes aux talents confirmés, Hasna Hini au Oud et Maâlem Fayçal Soudani au gombri.

Il n'aura fallu que quelques échanges entre les deux artistes pour que jaillisse l'étincelle d'un projet artistique commun, et surtout unique, brillamment mené avec une dizaine de musi-

ciens virtuoses, Nacer Hini (piano), Amine Kestali (mandole), Farès Amir Djafar (qanun), Imadeddine Haddad (violin alto), Akram Khalef (basse), Islem Laadjel (batterie), Achraf Leghraa (derbouka), Abderrahmane Zeffar (Tar) et Samy Mehdaoui (percussions).

Hasna Hini et Maâlem Fayçal Soudani sont apparus ensemble sur scène, pour entonner simultanément une vingtaine de pièces dans les genres Hawzi, Chaâbi et Diwan, exprimées dans un esprit festif et une ambiance empreinte de

8E FESTIVAL INTERNATIONAL DU PANORAMA DU COURT MÉTRAGE DE TUNIS

Des films algériens en compétition

Des courts métrages algériens prennent part à la compétition du huitième Festival international du Panorama du court métrage de Tunis, prévu du 7 au 11 février prochain, annoncent les organisateurs.

Des courts métrages algériens entrent en compétition, à l'instar des fictions «404» de Smail Bouiche et «No Order in The Order» de Sifeddine Boudebouz, ainsi que le court métrage documentaire «Hizem Ech'Charaf» de Ammar Nabi, et concourront pour les prix des meilleurs films de «fiction, documentaire, animation et d'Ecole». La huitième édition de ce festival connaîtra la parti-

icipation de 51 courts métrages issus de 23 pays, à l'instar de la Palestine, la Syrie, le Sénégal, la Turquie, la Russie, l'Italie, le Canada, Singapour, le Kazakhstan, l'Iran et l'Afrique du Sud.

Institué en 2016, le Festival international du Panorama du court métrage de Tunis est organisé par le Centre national tunisien du Cinéma et de l'Image et la Cinémathèque de Tunis, en collaboration avec une association locale, avec pour but, de créer un espace de projection de courts métrages tunisiens et étrangers et faciliter l'entraide entre différents cinéastes participants.

R. C.

Le spectacle chorégraphique «Rêve africain» présenté à Alger

Le spectacle chorégraphique «Rêve africain», une fusion de danses africaines reflétant la pluralité de la diversité et la richesse culturelle du continent, a été présenté vendredi à Alger.

Accueilli à la salle Ibn Khaldoun dans le cadre du programme culturel de l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, accompagnant le Championnat d'Afrique des nations de football «CHAN-2022», le spectacle met en scène des thématiques comme la paix et la solidarité sur une trame de raréfaction de l'eau, source de vie et symbole de la fertilité, dans des expressions chorégraphiques riches en couleurs.

Servi par 30 chorégraphes du Ballet de l'Etablissement Arts et Culture, «Rêve africain» porte la thématique de la solidarité, par la grâce du mouvement et du geste, mais aussi l'attachement à la terre et ses richesses, sources de conflits, avant qu'un sage du village parvienne à rétablir la paix.

Accompagné par un thème musical typique, le spectacle a revisité durant une heure de temps, des genres musicaux représentatifs du continent, dans une scénographie rehaussée par des accessoires et des costumes reflétant la diversité et la richesse culturelle africaine.

La chorégraphe Nouara Idami responsable du Ballet de l'Etablissement Arts et Culture, a souligné que «Rêve africain» est un spectacle dédié à l'Afrique dans l'objectif de resserrer les liens entre les

peuples du continent.

Dans la deuxième partie, «Rêve africain», a mis en valeur les danses algériennes à travers une mosaïque de chorégraphies exécutées sur des musiques représentatives d'une grande richesse

culturelle. Agrémentée de costumes reflétant la diversité vestimentaire et de photos paysages en arrière-plan de l'Algérie, cette prestation chorégraphique a mis en valeur des costumes traditionnels authentiques (féminins et mascu-

lins) de différentes régions du pays. «Rêve africain» est reprogrammé à la salle Ibn Khaldoun pour une représentation prévue le 2 février prochain, selon la responsable du Ballet.

F. D.

RÉTROSPECTIVE DES ŒUVRES DE L'ARTISTE PEINTRE

Abdelmalek Medjoubi dévoile ses dernières créations à Alger

Une exposition rétrospective des œuvres de l'artiste peintre et formateur Abdelmalek Medjoubi, un retour sur de nombreuses années de recherche de couleurs et d'expressions contemporaines abordant de très nombreuses thématiques, a été inaugurée à Alger.

Intitulée «Il fait clair quand il fait sombre» cette exposition, retour sur une quarantaine d'années de créations artistiques, est organisée au Musée national des Beaux-Arts.

Avec un parcours chronologique, cette exposition invite ses visiteurs dans l'univers créatif du peintre depuis des œuvres du début des années 1970 s'inscrivant dans le courant artistique du signe et de l'identité et dans l'élan académique avec quelques natures mortes. Enseignant à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pendant près de quarante ans et directeur de l'Ecole régionale d'Azazga, Abdelmalek Medjoubi rend hommage à

l'enseignement des arts et exprime sa vision sur l'importance de l'art dans la société à travers une série d'œuvres très récentes.

«Ecole nationale d'architecture et des beaux-arts», qui restitue la richesse de l'enseignement dispensé dans cet établissement de choix, «Bientôt», qui représente l'espoir de voir Alger respirer la musique et la peinture, ou encore «Salle 30» figurent parmi cette série au graphisme particulier.

Abdelmalek Medjoubi revient également sur l'élan créatif salvateur de la période de la pandémie de Covid-19 et des restrictions imposées dans «Pass pictural». En suivant l'évolution de son œuvre, le plasticien propose également de nombreuses toiles de paysages urbains revisités ou habillés de personnages, formes et couleurs caractéristiques de sa palette froide faite de bleu et de gris où des couleurs plus chaudes viennent rarement troubler l'apaisement comme dans «feu

bleu» ou «de la fenêtre».

Né à Setif en 1947, Abdelmalek Medjoubi a obtenu son diplôme de l'école des Beaux-arts d'Alger en 1973 et deviendra enseignant de peinture dans cette école en 1979.

Il expose ses œuvres pour la première fois en 1973 à la galerie de l'Unap à Alger, puis dans de nombreux pays dont le Sénégal, l'Egypte, la France, ou encore la Turquie.

Il a également signé quelques œuvres urbaines à Alger, des fresques dans différentes institutions, en plus d'avoir pris part à un programme d'embellissement de la capitale en 2016.

L'exposition «il fait clair quand il fait sombre» est ouverte aux visiteurs dans les salles Mohamed-Khadda et M'hamed-Issiakhem du musée national des beaux-arts qui propose toujours une des plus riches collections du continent dans son exposition permanente.

R. C.

L'EXPRESS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION PRIX 20 DA Directeur de la publication: ZAHIR MEHDAOUI

L'express le quotidien
@LexpressAlgerie · Journal

Accueil Avis Vidéos Photos Plus

À propos
L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'information.
380 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis
411 personnes sont abonnées
https://www.lexpressquotidien.dz/
023 70 99 92
Envoyer un message
lexpressquotidien2021@gmail.com
Journal

Suggérer des modifications
Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?
+21323709992
Oui Je ne suis pas Non

Photos
L'EXPRESSDZ

Transparence de la Page
Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le but de cette Page. Découvrez l'historique des publications et de la gestion de cette dernière.
Page créée - 6 mars 2021

Créer une publication
Photo/Vidéo Je suis là Identifier des amis

L'express le quotidien
Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'express le quotidien
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'express le quotidien
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : BLIDA
DAIRA DE: OULED YAICH
COMMUNE DE : OULED YAICH
NIF: 090765950800000

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC UNE EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE N° 023/2023

Le président l'assemblée populaire communal de OULED YAICH wilaya de BLIDA, dont le siège social est situé à Hai Ben youcef Ben kheda OULED YAICH wilaya de BLIDA, lance un Avis d'appel d'offres national ouvert avec une exigence de capacité minimale pour :

Amenagement d'un terrain destiné au cimetière cite Touares commune d'ouled yaich

Seules les entreprises soumissionnaires ayant un certificat de qualification et classification principal en bâtiment ou travaux public catégorie II et plus et ayant réalisé au moins un projet de même et le délai ne dépasse pas 03 mois sont invitées à restituer le cahier des charges -aux près

Commune de ouled yaich -Bureau d'équipement
-Siège :Hai ben youcef Ben kheda AADL COMMUNE D' commune de ouled yaich wilaya de BLIDA
contr: paiement des droits de cahier des charges fixés à quinze mille dinars algérien (15.000.00) DA non remboursable.

L'offre doit être présentée sous triples plis fermé et sous forme de pli d'offre de candidature une offre technique et une offre financière Séparées à l'intérieur de la même offre, conformément à l'article 67 du décret présidentiel N°15/247 du 15/09/2015 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et délégation public

- a) **Le dossier de candidature** se compose de
Déclaration de candidature; déclaration de probité; statut de l'entreprise; délégation de pouvoir de signature; résultats physique; références bancaires; moyens humains et matériels et référence professionnelles.
- « Le dossier de candidature est placé dans une enveloppe séparé et fermé indiquant le nom de l'institution et la référence de la demande d'offre et son objet et le « le dossier de candidature » »

- b) **Le dossier technique** se compose de
Déclaration de souscrire; mémoire technique éliminatoire en cas d'absence et non signé et remplis selon article 32 du cahier des charges; ; cahier des charges paraphe et signe.
-«le dossier technique est placé dans une enveloppe séparé et fermé indiquant le nom de l'institution et la référence de la demande d'offre et son objet et le « l'offre technique » »

- c) **le dossier financier** se compose de :
La lettre de soumission; bordereau des prix unitaire; devis quantitatif et estimatif;
- « Le dossier financier est placé dans une enveloppe séparé et fermé indiquant le nom de l'institution et la référence de la demande d'offre et son objet et le « l'offre financière » »

-les trois offres doivent étre placées dans une enveloppe ferme qui ne porte que mention :
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALDE OULED YAICH

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC UNE EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE N° 023/2023
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES»
PORTANT : Amenagement d'un terrain destiné au cimetière cite Touares commune d'ouled yaich

Date de dépôt au siège de la commune -bureau des marches en date deavant 13h.30
La date de dépôt des offres est fixés au 10^{eme} jours, à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres national ouvert publié dans les journaux nationaux plus BOMOP avant 13.30 H.
L'ouverture des plis est publiquement le dernier jour de préparation des offres à 14.00 H. et les soumissionnaires sont invités à y assister réunion commission d'ouverture prévus jour de dépôt des offres a quatorze heure (14.00 H) de l'après midi au siège de la commune
Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de weekend celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres 10 JOURS augmentée de 03 mois+ UN MOIS pour l'attributaire du marché qui est spécifique ci-dessus conformément à l'article 99 du décret présidentiel 15/247 de la 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

L'EXPRESS DU 22/01/2023 ANEP : N° 2316001725

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION LUNDI 19 DECEMBRE 2022 PRIX 20 DA Directeur de la publication: ZAHIR MEHDAOUI

ELLE S'ADJUGE LA COUPE DU MONDE FACE A LA FRANCE
L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

L'EXPRESSDZ

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...
Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : **023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**
E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

Chanson du monde : Qui sont les Africains au classement Rolling Stone des 200 meilleurs chanteurs et chanteuses ?

La scène musicale africaine rayonne depuis des décennies bien au-delà des frontières du continent. Le magazine américain Rolling Stone s'est essayé à l'exercice périlleux de dresser la liste des 200 plus grands chanteurs et chanteuses de tous les temps.

7 Africains ont retenu l'attention des contributeurs.

Le mensuel américain Rolling Stone a dévoilé plus tôt cette semaine son classement des 200 meilleurs interprètes de tous les temps. Pour ce faire, l'équipe du magazine et de fidèles contributeurs ont passé au peigne fin un siècle de musique pop.

La liste comprend des chanteuses et chanteurs des quatre coins du monde qui ont vécu et fait résonner leur voix à travers plusieurs décennies.

L'intervalle retenu et le choix d'accorder presque une exclusive aux chanteurs pop n'ont pas su faire l'unanimité. De quoi pousser de nombreux mélomanes à interpeller le magazine sur les réseaux sociaux car surpris de ne

pas retrouver leur(s) artiste(s) phare(s). Rolling Stone a rappelé qu'il s'agissait "de la liste des plus grands chanteurs, et non de la liste des plus grandes voix". Puis s'est fendu d'une publication Instagram pour ajouter : "Ce qui compte le plus pour nous, c'est l'originalité, l'influence, la profondeur du catalogue d'un artiste et l'étendue de son héritage musical."

Sans plus tarder voici les artistes africains qui figurent dans le classement du magazine américain : Le Nigérian Burna Boy occupe la 197^e place. Le chanteur qui a déjà décroché 3 nominations Grammy, de la meilleure performance musicale mondiale, a été félicité pour sa "voix [...] douce tel du caramel". Les contributeurs du magazine ont également mis en avant les "accents de basse profonds et ses polyrythmies follement sophistiquées" de celui qui remporté le Grammy de l'album musique du monde en 2020.

La 188^e place revient à un autre Nigérian et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agit du père de l'afrobeat. L'engagement politique de Fela Kuti et son ton plein d'"autorité", "direct" et "ferme" ont été mis à l'honneur. Dans les années 1970, sa boîte de nuit "The Shrine", fut un lieu de référence pour des stars mondiales



comme Stevie Wonder et Paul McCartney. Un des géants de la musique congolaise a été classé 178^e meilleur chanteur de tous les temps. Le Congolais Tabu Ley Rochereau est réputé pour sa contribution immense à la Rumba congolaise. Il est aussi reconnu pour sa participation au sein du groupe African Fiesta National. Le magazine Rolling Stone a salué son timbre "ténor" dont les notes semblaient "flotter hypnotiquement dans l'air" et une voix "d'une douceur" quasi "insoupçonnée".

Mahlathini, alias le Lion de Soweto, était un chanteur sud-africain. C'est l'un des deux artistes de la nation arc-en-ciel à figurer sur ce

top 200. Il a décroché la 153^e place. Mahlathini est reconnu pour son énorme contribution à la musique mbaqanga. Dans les années 1980, il s'est régulièrement produit avec les Mahotella Queens, un groupe féminin en vogue qui avait déjà plusieurs années d'activité à son actif. Le mensuel américain a notamment fait l'éloge de son "grognement basso profundo" à faire "trembler les nuages". Un artiste de l'Étoile de Dakar pour représenter le Sénégal dans le top 70. Installé sur la 69^e marche du classement, la pop star sénégalaise Youssou N'dour a, au fil des ans, combiné le mbalax de son pays avec la samba, le jazz, la soul et même le

hip-hop. Le magazine américain a souligné le caractère "imposant" et une tessiture "ténor" qui frôle les sommets. Surnommée tour à tour "l'Étoile de l'Orient", "la quatrième pyramide d'Égypte", "La voix des Arabes" ou plus sobrement "La Dame", Oum Kalthoum a incontestablement marqué son siècle. La diva s'est hissée à la 61^e place. Une place incompréhensible pour de nombreux fans de celle qui a acquis pour elle-même la stature d'un symbole dans son pays et celle d'une icône dans le monde arabophone. Son "puissant contralto", capable de transmettre "une gamme" d'émotions époustouflantes "dans des chansons complexes", a séduit les contributeurs de Rolling Stone. La chanteuse du tube planétaire "Pata Pata" et l'une des "Mama Africa" est la dernière voix du continent à figurer sur la liste américaine. La Sud-Africaine Miriam Makeba est classée 53^e. Sa "personnalité vocale" foisonnante a été saluée. Sa présence scénique, tour à tour "enjouée, robuste, souple et tranchante" demeure inimitable. La militante anti-apartheid a parcouru le monde pour mettre en lumière les souffrances de nombre de ses contemporains, avec pour armes sa musique et sa voix.

Africanews

Pollution : Les États-Unis veulent renforcer les normes sur la qualité de l'air

L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a proposé vendredi de renforcer les normes sur la qualité de l'air en réduisant les niveaux autorisés de particules fines, dont les effets nocifs sur la santé touchent particulièrement les communautés défavorisées. La proposition présentée vendredi 6 janvier par l'EPA – qui ne pourra entrer en vigueur qu'après une période de consultation publique – vise exclusivement les particules fines, "qui peuvent rester dans les poumons et avoir des effets nocifs sur la santé", en provoquant notamment "de l'asthme, des infarctus et des morts prématurées", observe The Wall Street Journal. Les particules fines proviennent de multiples sources, comme les cheminées, les camions, les chantiers, les centrales électriques et autres activités industrielles. Leur diamètre est inférieur à 2,5 micromètres, soit un trentième de cheveu humain.

The Washington Post rappelle que le gouvernement Trump "avait rejeté le renforcement des normes sur les particules fines en 2020", à l'unisson du secteur industriel qui considérait que les règles en vigueur, établies en 2012, étaient suffisantes. "À l'époque, les scientifiques de l'EPA, les experts de la santé et les défenseurs de l'environnement insistaient au contraire sur la nécessité de renforcer les normes pour protéger la santé publique."

ÉVITER 4 200 MORTS PRÉMATURÉES

Avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, le débat a été remis sur la table et l'EPA a formulé une proposition qui "réduit encore les niveaux éta-

blis en 2012 par le gouvernement Obama", précise le quotidien américain. Le niveau autorisé de particules fines serait ainsi ramené à 10 microgrammes par mètre cube, contre 12 microgrammes aujourd'hui.

Selon l'agence, une telle mesure permettrait d'éviter 4 200 morts prématurées par an, ainsi que 270 000 journées annuelles de congés maladie, représentant un gain économique de 43 milliards de dollars d'ici à 2032.

Cette proposition de l'EPA est "partie intégrante des efforts du gouvernement Biden en matière de justice environnementale", analyse The New York Times. En effet, "les communautés pauvres et les minorités sont exposées de manière disproportionnée aux particules fines et la pollution de l'air en général, car elles vivent souvent à

proximité d'autoroutes, de centrales électriques ou d'autres installations industrielles", souligne le quotidien. Une étude de scientifiques de l'EPA, publiée en 2018, avait notamment montré que les communautés afro-américaines étaient plus susceptibles de développer des maladies liées aux particules fines que la population globale.

DES PROGRÈS "INSUFFISANTS"

"Les défenseurs de l'environnement ont décrit l'annonce du gouvernement Biden comme un pas dans la bonne direction, tout en soulignant que ce n'était pas suffisant pour empêcher l'exposition des populations à la pollution", rapporte The Hill.

"C'est un progrès", a concédé Vijay Limaye, expert pour le climat et la

santé au Conseil de défense des ressources naturelles. "Le problème, c'est qu'il y a encore beaucoup d'autres problèmes liés à l'exposition à la pollution de l'air "qui n'ont pas été abordés", dit-il.

Paul Billings, vice-président de l'Association américaine du poumon estime quant à lui que le niveau autorisé de particules fines devrait être ramené à "8 microgrammes par mètre cube", pour améliorer réellement la santé publique. "Se débarrasser de ces particules mortelles est essentiel pour protéger la santé publique", déclare M. Billings à la chaîne CNBC. Mais la proposition de l'EPA, insuffisante à ses yeux, "n'est pas à la hauteur des engagements du président Biden en matière de justice environnementale".

Courrier International

PATRIMOINE : BOLSONARO A LAISSÉ LE PALAIS PRÉSIDENTIEL BRÉSILIEN EN PITEUX ÉTAT

La Première Dame du Brésil a invité des journalistes de la chaîne TV Globo à visiter le palais présidentiel de l'Alvorada. Tapis troués, fenêtres cassées, œuvres d'art endommagées : il semble que l'ancien locataire, Jair Bolsonaro, ait laissé la résidence dans un état lamentable.

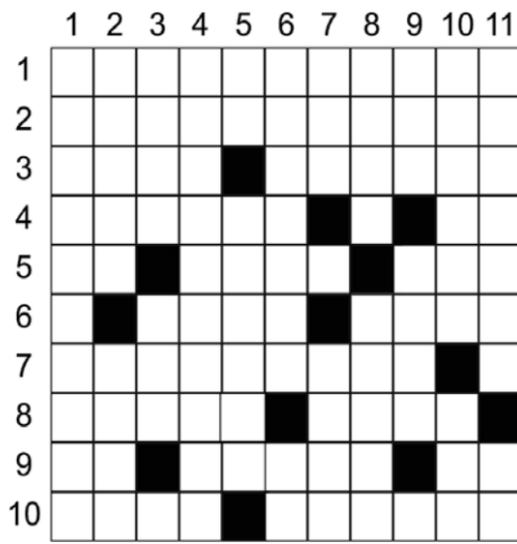
"La destruction de l'Amazonie a fait de Jair Bolsonaro un paria mondial – mais ses actes sacrilèges ne se sont pas limités à la forêt tropicale", écrit The Guardian. Le quotidien britannique a visionné un reportage de TV Globo, dans lequel l'épouse du président Lula, Rosângela da Silva – alias Janja – déambule dans le palais pré-

sidentiel de l'Alvorada avec une équipe de journalistes, en faisant l'inventaire des dégâts. "Des photographies du palais en piteux état font davantage penser à un logement étudiant délabré qu'à un bâtiment classé, dessiné par l'un des plus grands maîtres mondiaux de l'architecture moderne", déplore le journal. Le splendide palais de l'Alvorada, comme tous les bâtiments administratifs de Brasilia, est l'œuvre de l'architecte brésilien Oscar Niemeyer. Le quotidien O Globo décrit notamment "des infiltrations, des fenêtres brisées, des dégradations de moquettes et des canapés déchirés", mais aussi

"des sculptures et des peintures déplacées". Une tapisserie d'Emiliano Di Cavalcanti, l'un des artistes brésiliens les plus importants du XX^e siècle, a été décrochée des murs de la bibliothèque et accroché au soleil, "où ses couleurs ont fini par s'estomper". L'œuvre "devra être restaurée", a précisé la Première Dame.

Selon cette dernière, le président Lula – qui a vécu à l'Alvorada de 2003 à 2010, lors de ses précédents mandats – était "plutôt désolé" de retrouver le palais dans cet état. "Il n'y a eu aucun soin, aucun entretien", a ajouté Janja.

Courrier International



Horizontalement

1- Représentée dans ses grandes lignes seulement. 2- Aventure désagréable. 3- Feuilleté à nouveau - Nettoya les fèves. 4- Singes-araignées - Quatre romains. 5- Règle - Sa part est considérable - Recueil de bons mots. 6- Mi-journée - Cordage. 7- Expérimenterais. 8- On l'apprécie par transparence chez le papetier - Inventa. 9- Personnel - Ira de l'avant - Interjection. 10- Médée parvint à la rajeunir - Roi de Pylos.

Verticalement

1- Ruse habile. 2- Sur la tête du coq - Posé n'importe compote. 3- Point d'attache - Changea de timbre. 4- Elle est productrice de bulles. 5- Propulsé - Leurs plumes sont très recherchées. 6- Pour une régularisation intérieure - Dans. 7- Bruit sec - Pas doux. 8- Aussi - Parcourras. 9- Situé - Facile. 10- Colorant rouge - Ecrivain Finlandais. 11- Faute au rugby - (mot composé) - Richesse.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

| | |
|--|---|
| Ultramontain Ultramantain Ultramontin Ultra-montain | Verranda Véronda Veranda Véranda |
| Etendard Étandard Étendard Étendar | Bondoulière Bandoulière Bandouliere Bandoullière |

| | | | | | | |
|------------------------------------|--|--------------------------|------------------------------------|-----------------------------|--|-------------------|
| APAISANTES SOUHAITE | ON FEND LE BOIS OU LA VIANDE PRÉSUMPTION | PAS MOUILLÉ SANS VALEUR | ACTIONNER LA CLÉ DE CONTACT | KAYAKISTE VILLE EN FRANCE | AGENTS DU CHASSEUR | NOM D'UNE RIVIÈRE |
| | | | AMUSAI VENDUES | | | |
| AGENT ANGLAIS MOLLUSQUE COMESTIBLE | | | | | AVANT NOUS COUPE TRÈS COURT | |
| | | | AU-DESSUS DU SOLDAT SIGNAL D'ARRÊT | | | |
| MÉCÈNE DÉLICATESSE | | | | LIQUIDE VITAL DIVULGATIONS | | BLASON |
| | | SON DADA C'EST LES DADAS | | | | |
| NORD-OUEST VOLCAN SICILIEN | | CELLE QUI VOLE 12 MOIS | | | | CONDIMENT |
| | | SUCCOMBE AGRANDI | | | APPRIS BÂTONS ENFLAMMÉS | |
| POINT CARDINAL | ÉLÉMENT DE NÉGATION SIGNAL BREF | | RISQUE D'INCIDENTS | CABOCHES DEVENIR AIGRE | | |
| | | FATIGUÉE BIEN TANGIBLES | | | APRÈS VOUS IMPULSIONS | |
| SOUVERAIN D'UN EMPIRE | DE VIVE VOIX SOUS LA CROÛTE | | ÉLIMÉS DERNIERS | | | PARLER À ROME |
| | | | | À GRANDE DISTANCE CONNAÎTRA | | |
| RETRAITE MILITAIRE | REVENANT AU SCORE ATTRISTÉ | | | | | CROISA LES FILS |
| | | | CHAISE LONGUE TRÈS MAUVAIS | | | |
| SPORT DE GLISSE | EN LES DEMI KIRSCH | | SYMBOLE DU NICKEL MOT DE FANTÔME | AVEC LES COUTUMES ÉPOQUE | MESURE CHINOISE DEMI LILI | |
| | | RESPIRER PETIT ÉCRAN | | | MAMELLE DE LA VACHE SPÉCIALITÉ DE SLIM | |
| INSUPPORTABLES CONÇU PAR AVANCE | | | | | | |
| | | | POUR LUI | | PRIS LE REPAS DU SOIR | |

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Le roi de Numidie qui lutta contre les romains

| | | |
|-------------|-------------|-----------|
| ACCIDENT | EMIR | ONDE |
| ACCORDEON | ETAGERE | PANTALON |
| AFFICHE | ETERNITE | POLYGAMIE |
| ANNABA | GRAPHIQUE | RACISME |
| APOSTROPHE | GREVE | RAMASSIS |
| ARCHIPEL | HIDEUSEMENT | RAPACE |
| ARCHIVE | HISTOIRES | ROTURIER |
| ATTRACTION | INDIENNE | SASSE |
| AVANT | IVRE | SOURIRE |
| AVERSE | JOURNAL | STERE |
| AVION | KYTE | TEMPS |
| CALIBRE | LOGARITHME | TENDRESSE |
| CAMARADE | LONGEVITE | TOUR |
| CAPITAINE | MEDEA | TRACE |
| CAR | MERITANT | TRAHISON |
| CARACTERE | MIEL | UNIVERSEL |
| CHEMISE | MINISTRE | VENTOUSE |
| COL | MOISIR | VICTOIRE |
| CONE | MOULE | VITAL |
| CONSTANTINE | NATURE | |
| CONSTAT | NEGOCIER | |
| CYCLONE | NOMADES | |
| DRAGON | NOTE | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| H | I | D | E | U | S | E | M | E | N | T | T | E | R | T | S | I | N | I | M |
| A | I | D | R | P | N | R | U | S | V | S | N | A | P | T | L | G | C | O | E |
| P | N | N | M | A | A | I | E | E | A | E | M | A | E | O | G | A | U | A | S |
| O | A | E | D | P | G | R | V | S | S | A | N | R | V | R | L | L | T | E | R |
| S | T | N | A | I | I | O | S | E | S | I | E | T | A | A | E | I | M | I | E |
| T | O | C | T | O | E | E | N | S | R | I | M | P | O | S | B | H | C | L | V |
| R | E | U | T | A | R | N | I | U | C | S | H | E | S | U | T | A | O | E | A |
| O | E | S | R | B | L | S | N | O | E | I | E | E | H | I | S | N | N | T | T |
| P | I | R | I | I | E | O | G | E | Q | N | R | L | R | C | G | E | T | N | N |
| H | O | L | U | V | R | E | N | U | E | D | I | A | A | E | I | R | R | O | A |
| E | A | L | E | T | N | E | E | K | N | M | G | T | V | N | A | F | T | V | T |
| C | V | R | Y | O | A | T | N | E | Y | O | I | I | N | C | R | E | F | R | I |
| A | G | I | L | G | I | N | T | O | L | S | T | R | T | A | N | U | E | A | R |
| R | T | C | C | N | A | E | O | E | E | E | T | I | E | I | T | S | O | S | E |
| A | Y | A | R | T | R | M | P | S | V | D | O | E | A | I | O | S | E | J | M |
| C | A | E | T | E | O | I | I | I | N | R | T | T | C | R | D | N | O | S | |
| T | T | E | G | S | H | I | H | E | O | H | I | O | U | C | A | U | I | O | I |
| E | O | A | D | C | N | C | R | I | L | P | A | L | C | M | O | S | T | L | C |
| R | T | U | R | E | R | O | V | E | A | H | G | R | O | C | I | N | O | O | A |
| E | D | A | R | A | M | A | C | C | I | D | E | N | T | R | A | C | E | A | R |

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
 RECONFORTERAS - CHOUFLEUR - RE - NOEL - RETENANT - UV - DE - IRISES - TRAHI - IL - EST - ALE - ENLISE - AGENTS - EN - CRI - ETNA - AMOCHER - CASINO - ENLEVE - ST - INDE - EU - UTES - INTERETS - TAUDIS - CRUE - BIENTOT - USA - DIT - LIAS - FI - GENEREES - BLOC - ET - USE - SUEDE - ISERE - SUISSES.

VERTICALEMENT
 DECOURAGEANT - IDEES - CHEVALETS - ETEINTE - COOL - HENNISSANTE - NU - DI - TANT - UT - RUE - OFFRE - ES - IDOLES - OLE - IN - INITIEES - FRETILLEMENTS - AS - TUER - INONDE - US - SI - VERNIES - CLERCS - BUS - ASSECHE - ERAFLES - CARNET - REVETU - IODE - SETS - CIREUSES - CES.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
 1- FUNERAILLES. 2- ULEMA - NEUVE. 3- SCIE - POSTER. 4- TEGUEMENT - NI. 5- ARE - ARDENNE. 6- NASILLA - EE. 7- ET - REITERES. 8- LIME - EIRE. 9- EN - EDEN - SOT.

VERTICALEMENT
 1- FUSTANELLE. 2- ULCERATION. 3- NEIGES - MI. 4- EMEU - IRENE. 5- RA - MALE - 6- PERLIERE. 7- INONDATION. 8- LEST - ERS. 9- LUT - NEREIS. 10- EVENTEE - EO. 11- SERIE - SORT.

4x4 - Remailler - Rémunérer - Rouge-gorge - Somnambule

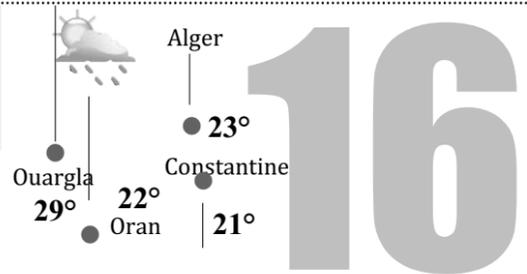
BIFFE-TOUT : THESAURUS

Accidents de la circulation routière : 8 morts en 48 heures

Durant la période du 19 au 21 janvier, les unités de la Protection civile ont effectué des interventions dans 259 accidents de la circulation, qui se sont produits à travers plusieurs wilayas du territoire national. Ces accidents ont causé la mort de 8 per-

sonnes et des blessures à 267 autres. Les victimes blessées ont été prises en charge par les secours sur les lieux des accidents, avant d'être évacuées vers les différentes structures hospitalières. Par ailleurs, la Direction générale de la Protec-

tion civile invite les conducteurs et les usagers de la route au respect du code de la route en ayant le sens de la responsabilité, afin d'éviter des accidents qui peuvent conduire malheureusement à des pertes en vies humaines et matérielles.



| | | | | |
|-------|-------|-------|---------|-------|
| FADJR | DOHR | ASR | MAGHREB | ISHA |
| 06:18 | 12:59 | 15:44 | 18:04 | 19:31 |

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 22 JANVIER 2023 // N°477 // PRIX 20 DA

IL VEUT DÉVELOPPER DAVANTAGE SON ACTIVITÉ EN ALGÉRIE

Le français Castel rachète la verrerie Alver

Le groupe français Castel a indiqué, dans un communiqué, avoir signé une lettre d'intention avec Condor Électronique portant sur l'acquisition de 100 % du capital d'Alver. « Avec l'acquisition d'une verrerie en Algérie, Castel Afrique renforce sa stratégie de diversification en développant une production verte et locale », lit-on dans le communiqué, qui précise : « Présent en Algérie depuis près de 20 ans et acteur majeur des boissons en Afrique, Castel a signé une lettre d'intention avec Condor Électronique portant sur l'acquisition de 100 % du capital d'Alver spa ».



plastique. » « Alver est le leader en Algérie dans la production et la commercialisation de produits en verre. Basée à Oran depuis plus de 70 ans, Alver produit des bouteilles et des pots en verre pour le marché local des boissons et des produits alimentaires. La production d'Alver couvre en majeure partie le marché local du conditionnement », rappelle le groupe français. Et d'ajouter : « Cet investissement répond à une volonté de Castel de favoriser l'indépendance de ses activités à l'égard des importations d'intrants et d'emballages et de réduire la part du PET (Poly-

téréphtalate d'éthylène, un plastique pétrosourcé) tout en aidant au développement du verre consigné et recyclable. » « Avec déjà trois verreries au Cameroun, en Angola et au Maroc, Castel entend renforcer ses capacités de production ainsi que le développement de ses ventes de bouteilles en Algérie et de faire de cette dernière une de ses bases pour l'exportation vers l'Afrique de l'Ouest et l'Europe », indique la même source, qui explique : « Suivant sa stratégie visant à l'indépendance économique des pays où il est implanté, la production du verre de l'usine se

fera essentiellement au travers d'intrants locaux, en particulier le sable. De même, pour accompagner le développement à long terme de l'entreprise, des investissements significatifs dans l'appareil industriel ainsi que dans la formation du personnel seront initiés. » « Cette cession s'inscrit dans la logique de recentrage de Condor sur ses métiers historiques, et nous sommes heureux d'avoir trouvé en Castel un repreneur qui aura à coeur de pérenniser l'activité », a déclaré Abderrahmane Benhamadi, P-DG de Condor, cité par le communiqué. De son côté, Gil Martignac pour Castel a déclaré : « A travers cet investissement, nous soulignons notre engagement à la promotion d'emballages retournables, réellement recyclables et dont la production se fait exclusivement localement. Il est le signe de la confiance renouvelée de Castel dans les perspectives d'avenir de l'économie algérienne et plus largement du continent africain. » L'opération est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence, indique le communiqué. Pour rappel, la verrerie Alver a été rachetée en 2018 par Condor Electronics à la filiale italienne du groupe français Verallia. **Y.S.**

BIR GHBALOU (BOUIRA) : 275,2 KG DE VIANDE AVARIÉE SAISIE

Dans le cadre des efforts consentis pour protéger le consommateur et préserver sa santé, les éléments de la sûreté de daïra de Bir Ghablou, sont parvenus, en cette fin de semaine, à saisir une quantité importante de viande rouge avariée (quinze carcasses de moutons avec un poids total de 275,2 kg, en deux opérations distinctes). Les deux opérations ont eu lieu à la suite d'un point de contrôle inopiné dans le centre-ville de Bir Ghablou. Il a été constaté par la police que toutes les marchandises n'étaient pas soumises au contrôle d'un vétérinaire, ni au respect des conditions de transport et d'hygiène. Dans la deuxième opération, des membres de la même division ont également saisi 13 carcasses de moutons, qui se trouvaient à bord d'une voiture de tourisme, une Renault Megane, avec un poids estimé à 214,7 kg de viande rouge. **R.N.**

Au total 125.117 travailleurs de la santé sont concernés par la promotion dans le cadre des concours et examens professionnels organisés par le secteur, indique un communiqué du ministère de la Santé. « Dans le cadre des concours et examens professionnels du secteur de la santé, lancés par la tutelle après approbation des ser-

vices de la Fonction publique au profit des employés du secteur, tous corps confondus, le nombre global des employés candidats à ces concours et examens organisés en novembre 2021, s'élève à 125.117 », précise la même source. Ce nombre est réparti « sur trois années suivant les différents modes de promotion », ajoute la même source, précisant

que « les candidats de 2021 au nombre de 60.679 ont vu leurs décisions de promotion validées vu qu'ils ne sont pas concernés par la formation avant la promotion ». Les décisions de promotion des candidats de 2022 au nombre de 20.512 « sont en cours de validation auprès des services du contrôle financier ». **R.N.**

POUR QUE LES FONDS THÉSAURISÉS SOIENT DÉPOSÉS DANS LES BANQUES

TEBBOUNE LANCE « UN DERNIER APPEL »

Le Président Abdelmadjid Tebboune a lancé, jeudi 19 janvier, un appel aux barons de l'informel pour qu'ils déposent l'argent qu'ils cachent au fisc dans les banques. « Il y a encore des fonds thésaurisés. Nous lançons un dernier appel à ceux qui détiennent cet argent pour l'injecter dans l'économie nationale. Nous avons donné des milliers de garanties pour que ces fonds ne polluent pas l'économie et créent l'inflation. Cet argent doit contribuer au développement national », a-t-il déclaré lors de la rencontre Gouvernement-walis au Palais des nations du Club des Pins, à l'ouest d'Alger. Il a rappelé à ceux qui avaient évoqué la riba (usure) que des mesures ont été prises. « Nous avons ouvert des guichets de la finance islamique. Déposez votre argent dans les banques et prenez des obligations qui peuvent vous servir à investir, faire des affaires. Si vous faites une opération commerciale, vous pouvez toujours retirer des sommes d'argent de la banque », a-t-il dit. Le chef de l'Etat a souligné que le dépôt des fonds thésaurisés dans les banques contribuerait à réduire l'inflation et à faire augmenter la valeur du dinar. « Ils seront gagnants aussi parce que ces fonds ne sont pas protégés. Ils peuvent subir un incendie ou un vol. Une fois la patience arrivée à sa limite, nous prendrons des mesures », a averti le chef de l'Etat. **R.E.**

MÉTÉO : DES PLUIES ANNONCÉES SUR LE NORD DU PAYS

Le mauvais temps persistera jusqu'à aujourd'hui. Selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie (ONM), « des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées de chutes de grêle par endroits, affecteront plusieurs wilayas du nord du pays ». Les wilayas d'Ain Defla, Tipaza, Médéa, Alger, Blida, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, le nord de Sétif, Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Souk Ahras et Guelma sont, ainsi, placées en vigilance « orange » de samedi à 15h00 au dimanche à 15h00 au moins, précise le BMS. Durant la période de validité de ce bulletin, les quantités de pluies sont estimées entre 30 et 40 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm. Les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Ain Témouchent et Saïda sont également concernées par ces perturbations avec des quantités de pluie estimées entre 20 et 30 mm. Des rafales de vents sous orages sont, en outre, prévues par le même BMS. **R.N.**